

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



AFRICA
CEO
FORUM

26-27 MARS / ABIDJAN 2018

www.theafricaceoforum.com/fr/

MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Détails de l'efficace et discrète coopération entre le Japon et le Gabon



Lire p.4

VIE ÉCONOMIQUE

Le puits de pétrole nommé IVELA-1 en cours de forage par REPSOL



Lire p.5

DÉVELOPPEMENT DURABLE

BIOTOPE choisit le Gabon pour s'implanter en Afrique Centrale



Lire p.14

CONSO SANTÉ

LA SANTÉ DANS NOS ASSIETTES : Les bienfaits du gingembre



Lire p.18

DOSSIER

TRANSPORTS AIR - TERRE - MER



À L'ÈRE DE LA LOGISTIQUE

NECOTRANS devient R-LOGISTIC et se réimplante au GABON

Afrique : l'espoir d'un marché unique du transport aérien

Les autorités portuaires d'Anvers et de Dakar vont collaborer plus étroitement

Lire pages 10-13

Dans notre prochain numéro

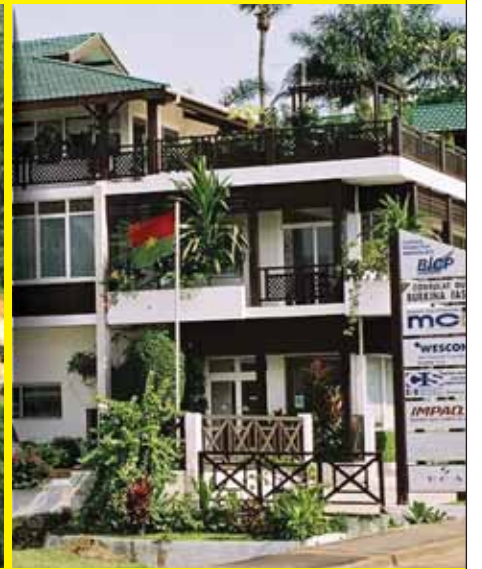
ÉCONOMIE NUMÉRIQUE : TIC & Développement

N°64
AVRIL
2018



Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion



Découvrez gratuitement toute l'actualité de l'économie du Gabon

RUBRIQUES ET DOSSIERS

Vie économique

Dvlpt Durable

Emploi et Formation

Social & Solidaire

Economie Numérique

Metier & Portrait

Conso & Santé



La force de ce journal réside dans ses propres valeurs, cette force se décline en quelques lignes :

- Créé en juillet 2010
- Unique mensuel économique gratuit gabonais
- Libre & Indépendant
- Distribué à 10.000 exemplaires, lu par environ 30.000 personnes
- Newsletter hebdomadaire adressée à plus de 15.800 abonnés
- Site WEB : www.economie-gabon.com
Tous les journaux sont téléchargeables format PDF du N°1 à aujourd'hui

Avec **Economie Gabon+** restez :
+ à l'écoute + informés + connectés



WWW.ECONOMIE-GABON.COM

facebook.com/economiégabon.plus
twitter.com/EconomieGabon
contact@economie-gabon.com



01 44 11 62

B.P 4562 Libreville - Gabon
Immeuble BICP

Sommaire N°63

VIE ÉCONOMIQUE

5-9

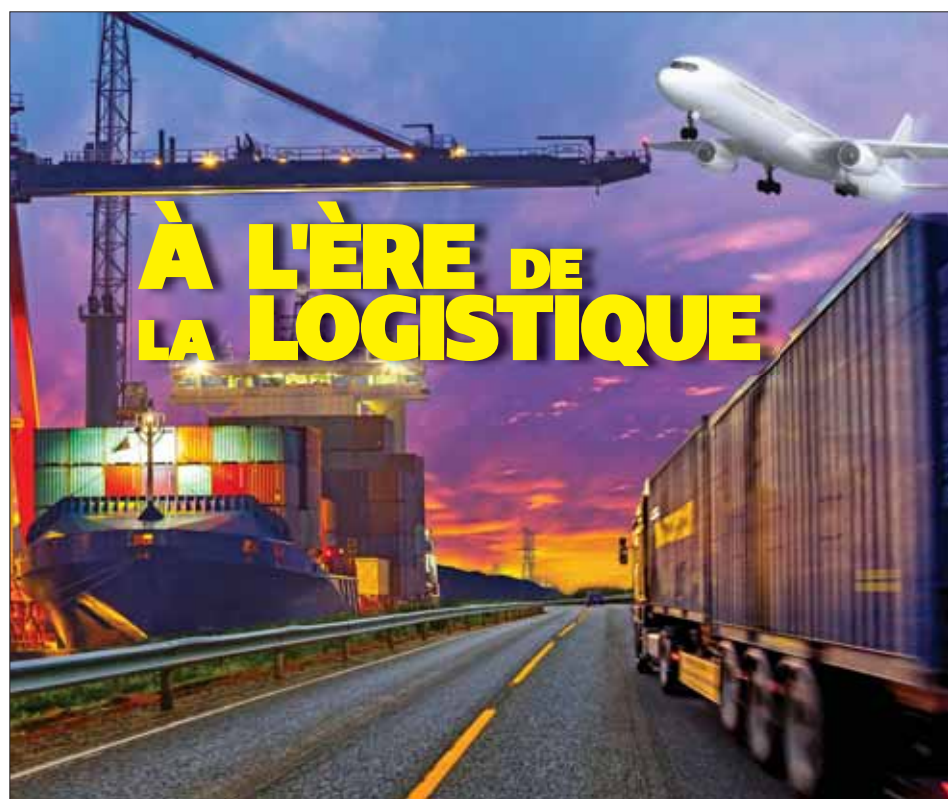
Classement Forbes 2018 : le cercle des milliardaires africains s'agrandit p.6

Croissance et innovation dans la banque de détail en Afrique p.7

Dame Sogara décroche la palme d'or p.8

DOSSIER

10-13



DÉVELOPPEMENT DURABLE

14

Les résultats de la 30^e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique p.15

Urbanisation en Afrique : le tic-tac d'une bombe à retardement p.16

TIC

17

La transition énergétique en synergie avec le numérique p.17

Édito

Économie Gabon+ : un journal proactif

Par Anne-Marie Jobin

Nous vous présentons le 63^e numéro d'*Economie Gabon+*.

Si les Sociétés telles que TOTAL, COMILOG, ROUGIER annoncent un bilan 2017 favorable et s'engagent de ce fait à investir sur du long terme, il est évident que le développement des économies d'autres secteurs, et en particulier le secteur tertiaire, est plongé dans l'inconnu à court et moyen terme.

Soyez convaincus que nous souffrons de la conjoncture ambiante au même titre que la plupart de nos interviewés.

L'espoir d'une reprise économique se fonde sur des perspectives rationnelles. Cependant à ce jour, il manque quelques fondamentaux pour s'y fier.

À notre échelle, si nous prenons le cas de notre mensuel économique gratuit, il existe depuis 2011 et ne perçoit aucune subvention. Distribué exclusivement par nos services, il est toujours imprimé à 10 000 exemplaires quelles que soient les circonstances et compte de fidèles annonceurs – même s'ils se montrent plus timides quant au choix des formats. Nous continuons d'assumer notre rôle avec la détermination sans faille qui nous anime depuis toujours et nous permet de ne pas baisser les bras.

Notre but est d'informer, de promouvoir, de créer des partenariats, de remplir toutes nos rubriques sans évoquer la politique même si, nous l'avouons, éviter ce sujet pour parler d'économie... l'exercice n'est pas facile. Il nous faut trouver des subterfuges et cela nous amène à faire preuve de créativité. Vous pourrez découvrir en page 4 la première rubrique réservée aux ambassades et au développement de leurs actions de coopération avec notre pays. Les quelques 32 ambassades implantées au Gabon ouvrent et proposent des financements, des aides à l'entrepreneuriat, à l'employabilité dans de multiples secteurs d'activité. Le Japon nous a ouvert ses portes. Le mois prochain nous vous présenterons un autre pays.

À compter de cette édition de mars 2018, vous pourrez découvrir les opportunités qu'offrent ces représentations diplomatiques ■

Directeur de la publication

Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cél. : +241 05 31 70 00

Comité de rédaction

Anne-Marie JOBIN
Rédacteur en Chef - Éditorialiste
laredaction@economie-gabon.com

Responsable Multimédia

Tél. : +241 01 44 11 62
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Jocelyne DOKASSE – Tél. : +241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com
Port-Gentil : Louis Georges AGONDJO

Stratégie & Développement

Anne-Marie JOBIN : +241 05 30 18 80
annemarie.jobin@economie-gabon.com

Publicité & Marketing :

241 01 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.com

Directeur Artistique & Infographie

Donald Ella

Impression : Multipress

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+

Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM
N°2010B09428

Numéro statistique : 771 619 H

Récépissé de déclaration de constitution
d'un organe de presse N°0165/MCPEN/SG/
DCOM du 3 juin 2010

Siège social

Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 01 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon



www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec
votre smartphone



Magazines en PDF
retrouvez tous
nos magazines en
version numérique
format PDF

Détails de l'efficace et discrète coopération entre le Japon et le Gabon

Installée depuis 1976 au Gabon, l'ambassade du Japon s'investit sur tous les fronts : santé, éducation, pêche, agriculture, sport et environnement. L'invitation à visiter le centre d'appui à la pêche artisanale de Libreville (CAPAL) fut aussi l'occasion de découvrir les nombreuses actions menées par l'ambassade du Japon en partenariat avec les autorités gabonaises.

Par Anne-Marie JOBIN



Marché CAPAL de Libreville

Dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et l'Université Omar Bongo, d'importantes installations et équipements en panneaux solaires ont été érigés sur lesdits sites avec des capacités de production respectivement de 130kw et 70kw afin de fournir de l'énergie propre et réduire les gaz à effet de serre.

Dans le domaine de la santé, le Japon a mis en place un système de surveillance en laboratoire des maladies virales représentant un problème de santé publique, en collaboration directe avec l'institut de médecine tropicale de l'université de Nagasaki et le CERMEL (Centre de Recherche Médicale de Lambaréné). Objectif : développer des outils de diagnostic rapide des virus constituant un problème de santé publique.

Dans le domaine de l'exploitation des forêts, le Japon a contribué au développement d'un système d'inventaire des ressources forestières nationales qui permettra d'enrichir les bases de données existantes en vue de soutenir les efforts du pays en matière de gestion durable des forêts et de lutte contre la déforestation.

Dans le domaine de la biodiversité, le Japon a financé un projet de « Conservation de la biodiversité en forêt tropicale à travers la coexistence durable entre l'homme et l'animal » (PROCOBHA). Après l'achèvement de ce projet en 2014, la JICA, l'ANPN, l'ONG Japonaise Ecologic et une ONG gabonaise ont continué de collaborer étroitement dans le cadre du « Développement de l'Écotourisme à base communautaire à Doussala, avoisinant du Parc National de Moukalaba-Doudou » qui est actuellement dans sa deuxième phase.

Dans le cadre de la formation, entre 1978 et 2015, ce sont 550 Gabonais âgés de 22 à 55 ans choisis selon des critères de sélection stricts qui ont bénéficié de formations JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale) au Japon et en pays tiers (Maroc, Sénégal, Égypte...). Objectif : former les agents de l'administration publique afin de soutenir le développement socio-économique du Gabon.



Dans le cadre de la pêche, à partir de 2002, le Japon a entrepris de construire des centres de pêche à Lambaréné, Port-Gentil et Libreville. Le CAPAL fut inauguré le 6 septembre 2011. Ce Centre d'Appui à la Pêche Artisanale de Libreville vise à promouvoir la création d'emploi, stabiliser l'approvisionnement en produits halieutiques et contribuer à la sécurité alimentaire au Gabon. Dans le cadre d'un accord de coopération financière non remboursable, un investissement de 5,5 mds de FCFA fut nécessaire pour construire ce

marché couvert de 2 793 m² situé à Oloumi. Il est aujourd'hui très utilisé. Pourtant à son ouverture, les pêcheurs, les écailleurs, les mareyeuses et les acheteurs de produits halieutiques ont beaucoup hésité à converger vers ce lieu pourtant très bien équipé.

Mais depuis une révision de la politique de gestion du centre, ce dernier connaît une fréquentation croissante par les différents acteurs de la pêche.

Ce centre permet aussi de gérer la production et de limiter la pêche de certaines espèces. Nous avons fixé des quotas que nous pouvons réguler grâce au processus mis en place au CAPAL.

Chaque jour, ce sont en moyenne 250 à 300kg de produits de la pêche qui sont débarqués au CAPAL. Lorsqu'un bateau accoste, ses produits sont immédiatement débarqués, inspectés par un responsable sanitaire puis les espèces sont triées, pesées et mises à la vente auprès des mareyeuses qui vendent aux détaillants ou aux particuliers à des prix très accessibles. Pour des espèces telles que le rouge, le capitaine, la dorade, le mérout, le bossu, le bar... les prix sont fixés entre 2 500 et 3 000 F CFA le kg. Les normes d'hygiène sont particulièrement respectées. Les mareyeuses disposent de grandes glacières et sont tenues d'acheter de la glace pour une meilleure conservation du poisson (de 500 FCFA le seau à 2 000 FCFA le sac selon les besoins). Celle-ci est fabriquée et fournie sur place par 3 machines d'une capacité de 3 tonnes/jour chacune.

Le centre comprend également une unité de transformation du poisson pour la production de poisson fumé, séché et salé. Ce travail est réalisé par de jeunes Gabonais déscolarisés pour la plupart, qui ont bénéficié d'une formation professionnelle. Le financement de ces formations est assuré par l'Union Européenne dans le cadre de leur implication dans les domaines du centre des métiers de la pêche et de l'aquaculture.

Pour l'ensemble des trois centres de pêche construits et réhabilités grâce à l'aide japonaise,



Monsieur Hitonori NANAŌ, conseiller technique en pêche

Les résultats de la coopération entre le Gabon et les ambassades étrangères implantées au Gabon

Le saviez-vous ? Trente-deux ambassades étrangères officient au Gabon. *Economie Gabon* + décide de dédier une rubrique à chacune d'elle et leur propose de préciser les sujets sur lesquels elles travaillent.

Chaque représentant répondra à nos questions, développera les principales actions de coopération mises en place, justifiera ses choix, nous confiera quelques chiffres clé éloquentes...

En ce mois de mars, nous commençons par l'Ambassade du Japon qui n'a pas hésité à nous ouvrir ses portes. Nous l'en remercions.

il est important de souligner que cette aide n'est pas uniquement financière. Des experts japonais sont aussi affectés au Gabon afin de fournir un appui technique destiné à renforcer l'organisation de la gestion des centres de pêche et à améliorer la maintenance des équipements.

Le CAPAL est un lieu de vie pour l'ensemble de ces acteurs de la pêche. Ces centres sont structurés et leur offrent la possibilité de se réunir, de se doucher, de se reposer, de se restaurer. À n'en pas douter, le CAPAL est appelé à devenir le marché de référence des produits de la mer et le centre des métiers de la pêche artisanale au Gabon. Depuis la relance de ses activités en mai 2016, 600 tonnes de poisson en moyenne sont débarquées et vendues au CAPAL chaque année.

En juillet 2015, le bureau de la JICA au Gabon célébrait les 10 ans de la présence des Volontaires Japonais (JOCV) dans différentes provinces du pays. Actuellement, 18 JOCV sont en poste à Libreville, Franceville et Lambaréné. Ce programme a pour mission de contribuer au développement socioéconomique du Gabon, à renforcer les liens d'amitié entre les deux pays et à assurer le transfert de techniques au bénéfice des populations locales. Ces Volontaires Japonais qui vivent les réalités du Gabon sont au terme de leurs séjours. Ils seront de véritables ambassadeurs de la culture gabonaise une fois rentrés au Pays du Soleil Levant ■



INTERVIEW DE MONSIEUR ATTILIO SCHIAVONE DG REPSOL GABON

Le puits de pétrole nommé IVELA-1 en cours de forage par REPSOL

Il est situé géographiquement au large de Mayumba, à environ 150 km de la côte, 180 de Gamba et 380 de Port-Gentil. Repsol est l'une des sociétés leader parmi toutes les compagnies cotées du secteur pétrole et gaz. Elle travaille dans les zones riches des plus grands potentiels énergétiques dans le monde et jouit de l'un des systèmes de raffinage les plus efficaces en Europe. Elle opère dans 37 pays différents, vend ses produits dans plus de 90 pays et emploie plus de 24 000 personnes. La compagnie est active tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, le raffinage, le transport, la chimie, les stations-services et les nouveaux genres/types d'énergie.

Par Anne-Marie JOBIN



Attilio SCHIAVONE, directeur général REPSOL Gabon

ECONOMIE GABON + : De quand date l'installation de REPSOL au Gabon ?

Nous avons reçu le permis d'explorer le bloc Luna Muetse N°G4-246 en août 2014.

Lors de la première phase d'exploration, les études géologiques et géophysiques (G&G) avaient identifié un large prospect (environ 100km²) appelé Ivela contenant potentiellement des hydrocarbures. Actuellement, le forage du puits Ivela-1 est en cours au moyen d'un appareil nommé West-Capella (Seadrill). Le puits est foré en eau profonde, à environ 2700m, pour atteindre son objectif à une profondeur de 5500m, avec la possibilité de forer encore plus profond, jusqu'à 6200m, en cas d'indications positives.

ECONOMIE GABON + : Est-ce un consortium ?

Dans la phase exploratoire actuelle, la joint-venture est composée de l'opérateur Repsol (60%) et de Woodside (40%). Le gouvernement est présent par l'intermédiaire du ministère du Pétrole et des Hydrocarbures et a droit à 20% en cas de développement.

À CE JOUR, 105 MILLIONS DE DOLLARS INVESTIS PAR REPSOL

ECONOMIE GABON+ : À ce jour, quels ont été les investissements consentis par REPSOL ?

Actuellement le coût des activités incluant le permis, le forage du puits, la reconversion sismique, les études générales de G&G, les bureaux de Libreville et Port-Gentil, et le coût de la Shore Base, s'élève à environ 105 millions de dollars.

ECONOMIE GABON + : Quels sont vos objectifs en termes de production ?

L'objectif principal est de faire une découverte commerciale; ce qui signifie toute production d'huile ou de gaz qui soit rentable (économiquement). À ce stade, il y a encore des incertitudes quant au genre d'hydrocarbures que nous pourrions découvrir dans ce bloc Luna-Muetse.

ECONOMIE GABON + : Avez-vous l'intention d'ouvrir des stations dans le pays ?

Comme nous l'avons dit, Repsol est une compagnie intégrant upstream (E&P) et downstream (raffinerie de produits pétrochimiques) ;

des synergies sont toujours possibles dans toutes les chaînes d'affaires d'Oil&Gas dans les pays où Repsol bénéficie d'une présence longue et stable.

ECONOMIE GABON + : Où seront positionnées vos cuves d'entreposage, comment sera transportée votre production ?

Selon le genre d'hydrocarbures que nous trouverons, les technologies les plus avancées dans ce secteur (eau profonde, au large des côtes) sont fondées sur un système flottant LNG (gaz naturel liquéfié) pour le gaz et sur un système FPSO (floating production storage offloading) pour l'huile.

ECONOMIE GABON+ : Combien d'emplois créés ? Dispensez-vous de la formation ?

Nous employons actuellement 180 personnes au Gabon pour le compte du projet Luna-Muetse, réparties entre le Rig West Capella, les bureaux de Libreville et de Port-Gentil. Le pourcentage de personnel gabonais est d'environ 31%.

Nous avons un plan de formation pour les agents de la Direction Générale des Hydrocarbures (DGH), comme indiqué dans notre contrat (CEEPP). Nous avons également des formations continues et ponctuelles pour les employés locaux.

ECONOMIE GABON + : Comment vous positionnez vous au niveau de la RSE ?

L'un des défis de Repsol est de satisfaire la demande grandissante en énergie sans pour autant mettre en péril les besoins des générations futures. La compagnie contribue au développement durable en n'utilisant que les ressources

nécessaires tout en maintenant l'impact environnemental au niveau le plus bas.

Repsol croit fermement que le succès corporatif et le bien-être social sont pleinement interdépendants. Une entreprise a besoin d'une bonne force de travail qualifiée, de ressources viables ainsi que d'une bonne gouvernance pour être efficace et compétitive.

ECONOMIE GABON+ : Quel est votre positionnement à l'égard de l'écologie ?

Repsol est très sensible au respect du système écologique et environnemental mondial. La société s'est engagée à opérer une transition énergétique vers une faible émission future dans laquelle aucune source d'énergie ne

doit être négligée. Chaque source a son contexte, sa place et son rôle à jouer dans la croissance de l'économie mondiale.

Le soutien de Repsol en faveur de la Convention de Paris pour le climat, son investissement dans le secteur du gaz naturel et ses efforts constants dans la recherche de l'amélioration de l'efficacité énergétique ne sont que quelques moyens qui, nous l'espérons, pourront aider à la réduction des émissions. La compagnie fut la première dans son secteur à l'échelle mondiale à émettre des obligations vertes certifiées pour financer plus de 300 initiatives durables visant à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 ■



AMBASSADE DE FRANCE

Haute Représentation de la République française au Gabon
Service de Coopération et d'action culturelle

APPEL À PROJETS PISCCA 2018 DÉDIÉ AU FINANCEMENT DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PORTÉS PAR LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GABONAISE

Le programme « *Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs* » (PISCCA) constitue un outil unique au service du financement de projets de développement. Doté d'une enveloppe financière de 215 000 euros en 2018, ce programme a pour objectif de contribuer au renforcement et à la structuration de la société civile gabonaise.

I. TROIS AXES PRIORITAIRES

Cette enveloppe est consacrée au financement des projets suivant :

1. Droits fondamentaux des femmes et des enfants (40% de l'enveloppe globale),
2. Insertion économique de la jeunesse & développement local (20%),
3. Regroupement et mise en réseau des acteurs de la société civile gabonaise (40%).

II. DEUX THÉMATIQUES TRANSVERSALES

Les porteurs de projet devront prendre en compte ces thématiques, ensemble ou séparément, dans leur démarche :

1. La thématique *genre* est au centre de ce projet.
2. Le recours aux *Technologies de l'Information et de la Communication* (TIC) sera appuyé afin de permettre aux acteurs de la société civile de disposer d'outils numériques permettant de structurer leurs activités.

Le montant de la subvention octroyée ne peut excéder 90% du montant global du projet. Les projets financés auront une durée d'exécution de 06 à 18 mois.

Vos projets sont attendus au sein du service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Gabon

avant le vendredi 11 Mai 2018 à 18h00

Les informations et documents nécessaires à la constitution des dossiers de subvention sont téléchargeables sur le site Internet de l'Ambassade de France : www.ga.ambafrance.org/

Classement Forbes 2018 : le cercle des milliardaires africains s'agrandit

Le magazine américain Forbes a publié le 1^{er} février son traditionnel classement annuel des milliardaires mondiaux. Si 2017 a été une année record pour les personnalités les plus riches de la planète, elle a vu également le box des milliardaires africains s'agrandir.

La Rédaction



Aliko Dangote, homme d'affaire africain

En 2017, le nombre de milliardaires africains est passé de 21 à 23. Ensemble, ces derniers cumulent des actifs évalués à plus de 75,4m^{ds} de dollars contre 70 m^{ds} en 2016. Le tycoon nigérian Aliko Dangote (photo) tient toujours

la tête du classement avec 12,2 m^{ds} de dollars d'actifs qu'il tient de ses nombreux investissements dans la cimenterie et l'industrie agro-alimentaire (sucre et farine).

Deuxième fortune d'Afrique depuis des années : Nick Oppenheimer. L'écart avec Dangote ne devrait pas se resserrer de sitôt. Surtout connu dans les serrals de l'industrie du diamant, le Sud-Africain est crédité d'une fortune estimée à 7,7 m^{ds}.

Son compatriote Johan Rupert opère dans la fourniture des produits de luxe et détient un portefeuille valorisé par Forbes à 7,2 m^{ds}.

En Afrique du Nord, l'Égyptien Nassef Sawiris identifié à Orascom Telecom Holding (OTH), compagnie égyptienne de téléphonie et de nouvelles technologies active au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique, arrive en quatrième position avec 6,7 m^{ds} de dollars issus

de ses investissements dans la construction et l'industrie chimique.

Le quintette de tête est complété par un autre Nigérian, Mike Adenuga, patron de Globacom, avec à la clé une fortune évaluée 5,3 m^{ds}. Le Nigérian est également présent dans le secteur pétrolier, tout comme Isabel Dos Santos.

Cette dernière n'a pas seulement perdu sa place à la tête de la Sonangol en 2017. Bien qu'elle reste la première fortune féminine d'Afrique, devant la Nigériane Folorunsho Alakija (1,6 m^{ds}), son portefeuille provenant essentiellement de ses nombreux investissements perd 400 millions de dollars pour s'établir à 2,7 m^{ds}.

Elle cède ainsi une des trois places que récupère l'Algérien Issad Rebrab, PDG de Cevital. Au cours de l'année écoulée, ce dernier a réussi à faire passer sa fortune de 3 à 4 m^{ds} de dollars. Une progression qui lui procure la 6^e place en ce début 2018.

Dans le box des nouveaux entrants, le Zimbabwéen Strive Masiyiwa, actif dans les télécoms avec Econet Wireless Zimbabwe et Liquid Telecom, prend la 14^e place avec 1,7 m^{ds} de dollars. Le banquier sud-africain Michiel Le Roux, fondateur de Capitec Bank, apparaît quant à lui à la 19^e place avec 1,2 m^{ds} de dollars. Une évolution qui s'explique par les performances de la banque sud-africaine depuis quelques années et confortées en 2017.

L'année 2017 signe également le retour du minier sud-africain Desmond Sacco, président d'Assore Group, dont la fortune qui était estimée à 680 millions de dollars en 2014 passe la barre du milliard, ainsi que celui de Yassen (13^e), de la fratrie Mansour (Mohamed 9^e, Youssef 18^e) ■

Welcome in Africa ! Le tourisme devient de plus en plus important pour l'économie africaine

Alors que certains secteurs qui portaient traditionnellement les économies du continent chancellent, d'autres, jusqu'ici peu exploités, deviennent progressivement l'espoir de nombreux pays. C'est le cas du tourisme dont l'apport aux économies africaines ne cesse d'augmenter.

La Rédaction

Un apport de plus en plus important au PIB du continent

Les chiffres sont positifs. En 2017, le tourisme a généré 8,5% du produit intérieur brut du continent africain. L'information est révélée par l'édition 2017 du rapport de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) intitulé «Le tourisme au service d'une croissance transformatrice et inclusive» sur le développement en Afrique. L'étude va plus loin en montrant qu'entre 1995 et 2014, les recettes d'exportation liées au tourisme, représentant l'ensemble des dépenses des touristes pour arriver dans le pays récepteur et des dépenses réalisées à l'intérieur de ce pays, sont passées de 14 à 47 m^{ds} de dollars. Encore plus intéressant, toujours selon le rapport de la CNUCED, les recettes d'exportation du tourisme semblent plus résilientes aux chocs que d'autres flux financiers tels que l'investissement étranger direct ou les envois de fonds,

En outre, le tourisme est l'un des secteurs qui attirent de plus en plus d'investisseurs. En 2016, ce secteur a attiré environ 30 milliards de dollars d'investissements, contre 26 en moyenne sur la période 2011-2014.

Ces recettes ont été soutenues par une augmentation progressive des arrivées de touristes internationaux qui sont passées de 24 millions entre 1995 et 1998 à 56 millions entre 2011 et 2014. En outre, le tourisme est l'un des secteurs qui attirent de plus en plus d'investisseurs. En 2016, le secteur a attiré environ 30 m^{ds} de dollars d'investissements, contre 26 en moyenne sur la période 2011-2014.

Un impact social fort en Afrique

En dehors des recettes, l'économie du tourisme revêt désormais d'importants enjeux sociaux pour les pays africains. En effet, sur le continent, le secteur a fourni un emploi sur 14 entre 2011 et 2014. Le tourisme a ainsi offert du travail à 21 millions d'Africains. Le secteur fournit 7,1 % de l'emploi total. Il

s'agit d'un chiffre considérable qui reste toutefois inférieur à la moyenne mondiale d'un emploi sur 11 créé par le tourisme.

Le secteur permettra également d'améliorer la condition féminine en Afrique puisque plus de 30% des entreprises touristiques du continent ont à leur tête une femme, tandis que 36% des ministères dédiés au secteur sont dirigés par des femmes. Ainsi, pour Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la CNUCED, « le tourisme peut largement contribuer à la diversification et faciliter l'inclusion des communautés vulnérables ». Cet apport social du tourisme est encore plus visible lorsqu'on observe les résultats du secteur dans les petits États insulaires en développement (PEID).

Dans ces pays, le tourisme est un secteur indispensable au développement. Par exemple, les trois pays où le tourisme contribue le plus au PIB sont tous des PEID. Il s'agit des Seychelles (62 %), du Cap-Vert (43 %) et de Maurice (27 %). Pour la plupart relativement petits, ces pays sont très dépendants des exportations de services. Le tourisme pourrait donc représenter pour les PEID une voie royale vers l'émergence économique.

Difficultés et perspectives du tourisme africain

Le principal obstacle à l'augmentation de l'apport

du tourisme à l'économie est l'instabilité politique. La paix est en effet une des conditions *sine qua non* à l'existence d'activités touristiques dans un pays. Si cela semble évident, le constat est encore plus probant quand on étudie des cas comme celui de la Tunisie. En 2017, après deux années où les touristes ont fui cette destination à cause des attaques islamistes, le nombre de touristes étrangers ayant mis le cap sur le Pays du Jasmin a augmenté de 23 % par rapport à 2016. Même relative, la stabilisation de la situation politique du pays lui a redonné une certaine attractivité touristique.

L'autre grande difficulté des nations africaines reste le manque d'infrastructures touristiques, hôtelières et logistiques. Enfin, les problèmes environnementaux et d'assainissement mettent notamment en danger l'écotourisme. Malgré tout, le secteur a de l'avenir en Afrique. La plupart des pays du continent travaillent à sa mise en valeur. Les prédictions sont encourageantes. Depuis 2010, l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) voyait déjà les arrivées touristiques en Afrique croître de 5% environ chaque année jusqu'en 2020, soit plus que les 4,1 % attendus pour le tourisme mondial ■



FASHION BURGERS



TOUS LES JOURS
DE 12h30 À 22h00

Radisson BLU
OKOUME PALACE HOTEL
LIBREVILLE

Une industrie en plein essor : croissance et innovation dans la banque de détail en Afrique

Le rapport de McKinsey Global Banking révèle des stratégies gagnantes parmi les grandes banques africaines

La Rédaction

Le rapport révèle que les marchés bancaires africains comptent parmi les plus dynamiques au monde. Le marché bancaire de l'ensemble du continent est le deuxième marché mondial en termes de croissance et de rentabilité, et constitue un foyer d'innovation. Près de 300 millions d'Africains ont aujourd'hui un compte en banque, un chiffre qui pourrait atteindre 450 millions dans les cinq prochaines années. Le rapport illustre quatre segments des marchés africains : depuis les marchés avancés comme l'Afrique du Sud et l'Égypte, aux marchés en transition à croissance rapide comme le Kenya, le Ghana et la Côte d'Ivoire, en passant par les géants endormis comme l'Algérie, le Nigeria et l'Angola, ou encore les marchés bancaires naissants comme la RDC et l'Éthiopie.

Le rapport constate que les banques du quintile supérieur de l'Afrique, les banques dites « gagnantes », sont simultanément quatre fois plus rentables et se développent deux fois plus vite que les banques du quintile inférieur. Les principales conclusions du rapport sont que ces « gagnants » se caractérisent par l'emploi d'une ou plusieurs des cinq pratiques gagnantes.

1. DESSINER LA BONNE CARTE

En Afrique, la géographie revêt une grande importance. Près de 65 % de la rentabilité des banques africaines et 94 % de la croissance de leurs revenus sont attribuables à leur couverture géographique. Il est important de noter que le rapport met en évidence un changement dans les groupes de revenus corrigés des variations des taux de change en Afrique du Nord, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, et loin de l'Afrique du Sud.

2. SEGMENTS APPROPRIÉS, OFFRES ATTRAYANTES

Nous constatons que 70 % de la croissance du groupe de revenus se produira dans les segments intermédiaires, c'est-à-dire ceux dont le revenu annuel se situe entre 6 000 et 36 000 USD. Le marché de masse, c'est-à-dire les particuliers dont le revenu annuel est inférieur à 6 000 USD par an, représente 13 % de la croissance, mais c'est aussi le segment qui connaît la croissance la plus rapide. Quel que soit le segment choisi par les banques, il est essentiel qu'elles disposent de la bonne proposition. Notre enquête auprès de 2 500 clients bancaires dans six pays africains révèle que 25 % d'entre eux choisissent le prix comme facteur le plus important dans le choix de leur banque. La commodité est tout aussi importante, citée par 25 % des clients. Le service est le troisième facteur le plus important, choisi par 12 % des clients. Nous trouvons également d'énormes opportunités de ventes croisées : alors que 95 % des Africains possèdent des produits transactionnels, moins de 20 % possèdent des prêts, des assurances, des investissements ou des dépôts.

3. SERVICES BANCAIRES SIMPLIFIÉS

Alors que les revenus des banques africaines ont diminué, nous constatons que cela est dû à l'augmentation des marges pour les banques et que leur ratio coûts/actif s'est détérioré. Avec 3,6 %, l'Afrique se classe au 2^e rang mondial pour le rapport coût/actif. Cependant, des gains d'efficacité rapides sont possibles et nous évoquons huit banques africaines qui ont réalisé des progrès en termes d'efficacité au cours des cinq dernières années, grâce à la combinaison de trois leviers : numérisation de bout en bout, amélioration de la productivité des ventes reposant sur des analyses avancées, optimisation du back-office et du middle office.

4. PRIORITÉ AU NUMÉRIQUE

40 % des Africains préfèrent utiliser les canaux numériques pour leurs transactions. Dans quatre grands pays africains : Afrique du Sud, Nigeria, Kenya et Angola, une plus forte proportion d'Africains préfère le canal numérique aux succursales pour les transactions. Compte tenu de la faible densité des succursales en Afrique, les banques doivent faire du numérique l'une de

leurs priorités. Le rapport se concentre sur quatre thèmes de l'innovation émergente en Afrique en matière de numérique : transformation numérique de bout en bout (par ex. Equity Bank) ; partenariat avec les sociétés de télécommunications (par ex. CBA au Kenya ou Diamond Bank au Nigeria) ; création d'une banque numérique (par ex. ALAT au Nigeria) ; et création d'un écosystème (par ex. Alipay en Chine).

5. INNOVER EN MATIÈRE DE RISQUES

Les banques africaines présentent toujours le deuxième coût du risque le plus élevé au monde. La faible disponibilité des données fait partie

du problème : 11 % des Africains sont dans des bureaux de crédit, alors que sur les marchés avancés, ce chiffre s'élève à plus de 90 %. Nous constatons toutefois des innovations, notamment des banques qui s'associent avec des sociétés spécialisées dans les données et l'analyse financière comme Jumo, en vue d'améliorer la souscription aux crédits ; des banques qui s'associent avec des sociétés de télécommunications pour tirer parti de leurs données afin d'émettre des microcrédits sur téléphone portable ; et des acteurs qui recourent au crédit salarial dans tous les pays.

Ce nouveau rapport s'appuie sur : l'expérience des partenaires et collègues de McKinsey au service des banques dans toute l'Afrique ; la recherche de McKinsey's Global Banking Pools ; une base de données propriétaire sur les performances financières de 35 des principales banques africaines ; une enquête auprès des dirigeants de 20 banques et institutions financières à travers l'Afrique ; et une vaste enquête auprès de 2 500 clients de banques dans 6 pays africains : Afrique du Sud, Égypte, Nigeria, Maroc, Angola et Kenya ■

OGAR,
L'ASSURANCE À VOS COTÉS



Contactez - nous au:
Tél: +241 01 76 15 96 / 01 76 04 95
Fax: +241 01 76 58 16 / 01 76 46 43
www.groupeogar.com

Ogar
Toujours avec vous

Dame Sogara décroche la palme d'or...

... par le mérite d'avoir résisté aux temps, d'avoir affronté les adversités et relevé tous les défis, d'avoir su maîtriser techniquement l'outil de production et de HSE, d'avoir été à la hauteur de toute compétitivité, d'avoir atteint au bout de 50 ans la constance et la performance au service du progrès, d'avoir réussi à imprimer la compétence et l'expertise à ses 300 employés dont une cinquantaine de cadres. Le clou de cette réussite, c'est enfin le nouveau record de production avec 1 025 000 tonnes et la certification ISO comme reconnaissance du niveau de performance industrielle et de confiance en l'entreprise.

Par Dr Neltoh



Le Gâteau du cinquantenaire

Le cinquantenaire de la Sogara a donné lieu à de sobres festivités, difficile conjoncture économique oblige, mais rehaussées par la présence du Vice-président de la République, M. Pierre Claver Maganga Moussavou, représentant le chef de l'État, du Premier ministre, chef du gouvernement Emmanuel Issoze Ngondet, du ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, M. Pascal Houangni-Ambouroue, de notables, de l'ancien directeur général, Pierre Reteno N'Diaye et de certains représentants des raffineries africaines de l'Association des Raffineurs Africains (ARA).

Comme toujours dans ce genre de cérémonies, le cinquantième anniversaire de la Dame Sogara a été ponctué par le discours de circonstance du nouveau directeur général, M. Noël Mboumba, renforcé par celui du ministre de tutelle. Ce dernier a fait des projections optimistes à moyen et long terme à travers un modèle économique plus compétitif intégrant les notions essentielles de bonne gouvernance et de bonnes pratiques de gestion. Cette démarche de redynamisation de la Sogara, précisera le ministre Pascal Houangni-Ambouroue, inclura notamment la reconfiguration de la société via un nouveau contrat de partenariat public et privé plus ambitieux, plus opérant, mais visant surtout à garantir la citoyenneté économique, sociale et environnementale.

AJUSTER ET ADAPTER L'ORGANISATION DE LA SOGARA AUX CHANGEMENTS

Mieux, un contrat de performance scellé avec le ministère de tutelle engage celui-ci à accompagner la Sogara dans sa migration vers l'innovation,



Les agents de la Sogara

le rayonnement et la prospérité, au moment où l'on observe une tendance conjoncturelle plus favorable après la chute drastique des cours du baril du pétrole qui a plongé toute l'industrie pétrolière dans une crise sans précédent dès décembre 2014. Le relèvement progressif, mais lent des prix de l'or noir augure de meilleures perspectives pour la Sogara dont le nouveau directeur général assure qu'elle s'attèlera à partir de ce cinquantenaire et avec le soutien du Conseil d'administration, à ajuster et adapter son organisation aux changements qui s'opèrent dans ce secteur afin de répondre aux nouveaux défis qui s'imposent tels que la sécurité, la modernisation de la raffinerie, la rentabilité économique et la formation du personnel, pour plus de performance et constance. Il s'agit là de véritables défis liés à la compétitivité, dans un environnement de plus en plus exigeant en termes de qualité et quantité.

Dans ce cadre, la politique d'accompagnement du gouvernement se décline selon quatre axes pour le redéploiement stratégique de la Sogara. Il s'agit de la création d'une équipe d'intégration pour aider la Sogara à atteindre les standards internationaux, de la mise en place de mesures organisationnelles afin de permettre à la société de se hisser à la tête des raffineries de la région, de l'intensification de la formation dans le

but de renforcer les capacités des agents et de leur donner ainsi les moyens d'atteindre ces standards, et enfin, de l'intégration progressive du bio-carburant.

Le gros défi de la Sogara à moyen terme reste l'amélioration de la qualité de ses produits en se dotant d'un outil de production capable *in fine* de traiter d'autres bruts qui contribueront à dynamiser sa performance économique et par conséquent, à réduire l'impact financier des réformes liées à la restructuration du secteur pétrolier aval au Gabon. Pour y arriver explique M. Noël Mboumba, à l'instar de ces consœurs de l'Association des Raffineurs Africains (ARA) de la sous-région (Coraf au Congo Brazzaville, Sonara au Cameroun), la Sogara doit pouvoir traiter des bruts légers de la zone ouest-africaine riches en distillats pourvoyeurs d'une marge de raffinage additionnelle qui lui fait tant défaut.

Le souhait du nouveau directeur général est de pouvoir doter la Sogara, avec le soutien du gouvernement dans le cadre de ce partenariat public et privé et surtout du contrat de performance économique avec le ministère de tutelle, d'une unité de conversion profonde (hydrocraqueur et hydrodésulfuration) utile au maintien de cette marge brute additionnelle et pourvoyeuse de produits pétroliers à basse teneur en soufre tels qu'exigés par les normes africaines et internationales.

UNE CAPACITÉ INITIALE DE 6000 T/AN PORTÉE À 1 200 000 T/AN

Créée en novembre 1964 par les cinq États d'Afrique centrale membres de l'Udeac (Union douanière et économique de l'Afrique centrale composée du Cameroun, de la Centrafrique, du Congo Brazzaville, du Gabon et du Tchad) sous l'appellation



Cote boursière
Janvier 2018 – Février 2018
par :



Union Gabonaise
de Banque

Devises/FCFA	Jan-18	Fév-17	Variation
USD - Dollar américain	528,10	537,05	1,69%
GBP - Livre britannique	746,00	741,91	-0,55%
CAD - Dollar Canadien	428,62	420,27	-1,95%
CHF - Franc suisse	566,02	569,41	0,60%
ZAR - Rand sud-africain	44,33	45,65	2,98%
JPY - Yen japonais	4,86	5,02	1,86%
AED - Dirham des Emirats Arabes Unis	143,59	146,25	1,65%
CNY - Yuan	83,49	84,050	0,67%
MAD - Dirham marocain	57,63	58,735	0,67%

	Jan-18	Fév-17	Variation
Brent (USD / Baril)	69,05	65,78	-4,74%
WTI (USD / Baril)	64,73	61,64	-4,77%
Or (USD / once)	1 345,14	1 318,31	-1,99%
CAC 40 (EUR)	5 481,93	5 320,49	-2,94%
Euro stoxx 50 (EUR)	3 609,29	3 438,96	-4,72%
DOW JONES (USD)	26 149,39	25 029,20	-4,28%

TAUX BEAC EN VIGUEUR

Taux d'intérêt des appels d'offres :	2,95% new
Taux d'intérêt des prises en pension :	4,70% new
Taux d'intérêt sur placement 7 jours :	0,00%
Taux d'intérêt sur placement 28 jours :	0,0625%
Taux créditeur minimum :	2,450%

de Société Équatoriale de Raffinage (SER), elle deviendra en 1973 Société Gabonaise de Raffinage (SOGARA) après le rachat des parts de la SER par le Gabon. Implantée dans la zone industrielle du port en eau profonde de Port-Gentil, la Sogara, d'une capacité initiale de 6000 T/an portée aujourd'hui à 1 200 000 T/an pour la seule partie distillation atmosphérique, traite en moyenne 1000 000 T/an de brut. Elle produit du butane, de l'essence sans plomb, du jet A1 pour les avions, du gasoil et du résidu atmosphérique (RAT). En perspective, la Sogara portera sa performance à environ 1 500 000 T/an afin de réduire drastiquement ses importations et couvrir quasiment en totalité le marché national en produits pétroliers.

Enfin, dans sa démarche de management de la qualité et ses efforts de promotion de certification AFAQ, la Sogara a réussi à obtenir la certification de toutes ses activités selon la norme ISO 9001 version 2008 ainsi que l'inscription dans l'accréditation du laboratoire d'analyses en norme ISO. À cet effet, et dans le cadre de la dynamique de progrès initiée, un audit en ISO 9001 version 2015 (management de la qualité) et ISO 14001 version 2015 (management de l'environnement) fut réalisé en avril 2017. L'entreprise Euro-Symbiose a également été consultée afin d'accompagner un groupe de nouveaux acteurs de la Sogara sur les nouveaux référentiels de management de la qualité (ISO 9001), de l'environnement (ISO 14001) et de gestion des laboratoires (ISO/CEI 17025). Les enjeux de la protection de l'environnement, de la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la santé constituent une préoccupation permanente et un axe prioritaire pour la Sogara ■



Présentation de l'appel à projet PISCCA

PROJETS INNOVANTS DES SOCIÉTÉS CIVILES ET COALITIONS D'ACTEURS

Contribuer au renforcement et à la structuration de la société civile gabonaise

PRESENTATION

- L'Ambassade de France au Gabon, à travers son Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC), renouvelle son appui à l'attention de la société civile gabonaise
- En 2017, lancement d'un nouvel outil unique au service du financement des projets de développement : le PISCCA
- Enveloppe annuelle pour 2017 : 185 000 Euros (121 352 045 XAF)
- Enveloppe annuelle pour 2018 : 215 000 Euros (140 825 000 XAF)
- Financement de projets entre 5,25 millions XAF et 25 millions XAF

À QUI S'ADRESSE LE PISCCA

- L'enveloppe est destinée au financement de projets portés par les acteurs de la société civile gabonaise :
- Associations, fédérations, groupements associatifs...
- Coopératives ou groupements d'intérêt économique
- 20% de l'enveloppe peut contribuer au financement de projets portés par des collectivités locales décentralisées (communes, départements)

LES GRANDES LIGNES PISCCA

LES AXES PRIORITAIRES :

- » Droits fondamentaux des femmes et des enfants (40%)

- » Insertion économique de la jeunesse & développement local (20%)
- » Regroupement et mise en réseau des acteurs de la société civile gabonaise (40%)

LES THÉMATIQUES TRANSVERSALES :

- » Genre
- » Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- **Les dimensions prioritairement observées dans le projet:**
 - » Prise en compte des axes prioritaires et thématiques transversales
 - » Émergence / renforcement de coalitions d'acteurs
 - » Caractère innovant du projet
 - » Pérennité du projet et adéquation avec les priorités nationales de développement
 - » Co-financement
 - » Suivi-évaluation
 - » Durée d'exécution 6 à 18 mois

LES ÉCHÉANCES

- Lancement de l'appel à projets PISCCA : 04 avril 2018
- Réunion publique d'information : 06 avril 2018 à 10h00 à l'IFG
- Date limite de dépôt des dossiers : 11 mai 2018 à 18h00.

NB : Le Comité de sélection des dossiers se tiendra dans le courant de la semaine du 21 au 25 mai 2018

- Versement 1 : 1^{er} juin 2018
- Versement 2 : avant le 30 novembre 2018 (sous conditions)

COMPOSITION DU DOSSIER DOSSIER DE PRÉSENTATION DU DEMANDEUR

- Statuts de l'association signés
- Récépissé provisoire ou définitif
- PV de la dernière AG (composition du bureau)
- RIB au nom du porteur
- Bilan d'activité 2017
- Bilan financier 2017

DOSSIER DE SOUMISSION DE LA SUBVENTION

- Fiche projet – Fiche budget
- Autres documents complémentaires visant, par exemple, à prouver la fiabilité financière et la pérennité économique du projet

PRÉREQUIS

- Le porteur de projet est légalement constitué
- Le projet est un projet de développement et la subvention sollicitée financera principalement des investissements incorporels
- Le projet est cohérent avec les priorités nationales, a des objectifs clairs et quantifiables :
- Sa faisabilité technique ainsi que sa viabilité financière sont démontrées

- Le montant de la subvention sollicitée est compris entre 5,25 millions XAF et 25 millions XAF
- Le projet tient compte des axes prioritaires et des thématiques transversales
- Le projet s'inscrit dans la durée : Suivi/évaluation, phases

NE SERONT PAS FINANCÉS

- Les opérations ponctuelles, de prestige simple n'ayant pas d'impact en termes de développement – Les actions simples de plaidoyer ou lobbying – Les bourses – Le fonctionnement courant (loyer, salaires, électricité...) – Les actions humanitaires d'urgence

REPRISE DES AXES PRIORITAIRES

- Droits fondamentaux des femmes et des enfants
- Diminution des violences basées sur le genre
- Insertion des jeunes filles déscolarisées et sans emploi
- Prévention des MST, grossesses précoces, accompagnement des jeunes filles mères
- Insertion économique de la jeunesse et développement local
- Insertion économique des jeunes (AGR, utilisation des TIC...)
- Développement des activités culturelles et sportives
- Partenariats autour de la jeunesse

REGROUPEMENT, MISE EN RÉSEAU

REPRISE DES THÉMATIQUES TRANSVERSALES

- GENRE
 - Droits et insertion économique des femmes et des jeunes filles
 - Lutte contre les violences basées sur le genre
 - Émergence de responsables féminins au sein des groupements associatifs
- TIC
 - Favoriser un accès continu à l'outil numérique
 - Encourager le recours, voire le développement d'applications spécifiques.

L'EXPERTISE FRANÇAISE ET FRANCOPHONE

- Investissements incorporels (80%) :
 - Transfert de compétences
 - Expertise
 - Études
 - Formation, renforcement de capacités
 - Développement de partenariats avec des structures ou experts venus de France ou du monde francophone
- Investissements corporels (20%) :
 - Fournitures, équipements



CROIRE EN VOUS...



Union Gabonaise
de Banque
Groupe Attijariwafa bank





À L'ÈRE DE LA LOGISTIQUE

Le transport, la logistique, un apport indispensable au développement socio-économique d'un pays

La performance logistique consiste à assurer la fiabilité des chaînes d'approvisionnement reliant les économies aux marchés. Les pays qui connaissent les difficultés les plus grandes dans ce domaine doivent améliorer leurs infrastructures.

En raison de l'insuffisance des infrastructures, le coût des transports de marchandises en Afrique est l'un des plus élevés du monde, se traduisant par une incidence directe sur la compétitivité économique. De mauvaises infrastructures de transport constituent en quelque sorte une barrière commerciale. Les études de la Banque mondiale montrent qu'une diminution de 10 % des coûts de transport pourrait se traduire par une augmentation de 25 % du commerce africain.

L'Afrique présente le taux de bitumage le plus faible au monde, soit 7 km de route pour 100 km² en moyenne. Afin de combler ce retard limitant le développement, les projets foisonnent. Le Gabon dispose de 1 572 km de routes bitumées sur un réseau routier de 10 000 km. Un programme de réhabilitation des axes routiers est en cours de réalisation. L'objectif en 2020 est de disposer d'un réseau de 2 115 km ce qui permettra de réduire les coûts de transport, de promouvoir l'investissement

public et privé et d'accélérer la croissance en général,

Le réseau ferré joue également un rôle important sur le continent et fait l'objet de nombreuses réhabilitations et de constructions nouvelles. Au Gabon, « le Transgabonais », ligne ferroviaire unique de 669 km mise en service en 1978, relie Libreville à Franceville et dessert 23 gares. Quelques wagons sont réservés aux voyageurs, mais la première vocation de la SETRAG consiste notamment à transporter les grumes et les produits miniers ; 5 827 587 tonnes ont été transportées en 2017 dont 4 162 492 tonnes de manganèse de Comilog qui dispose à elle seule de 597 wagons sur les 1 080 qu'exploite la SETRAG.

Pourtant les premières à s'être développées, les infrastructures portuaires poursuivent leur modernisation. En ce sens, le Gabon vient de se doter d'un 2^e port ouvert depuis le 16 octobre 2017 à Owendo sur une surface de 18 hectares de terre-pleins. D'une capacité de stockage de 150 000 conteneurs et 3 millions de tonnes de vrac solide, il abrite également quatre silos à grains et sept citernes de stockage pour l'huile de palme. Un quai de 420 mètres, équipé de

deux portiques et de deux grues mobiles pour les deux postes à quais dragués à une profondeur de 13 mètres, permet de désengorger les activités portuaires,

Quant au transport aérien africain, il ne représente que 2,4% du trafic mondial de passagers et présente de belles perspectives. Le trafic devrait être multiplié par plus de cinq ces trente prochaines années. Le Gabon dispose de trois aéroports situés à Port Gentil, Franceville et Libreville pour l'aéroport principal qui est exceptionnellement bien placé au cœur de la capitale. Construite sur 16 000 m², l'aérogare est dimensionnée pour accueillir jusqu'à 1,5 million de passagers par an. Deux passerelles télescopiques permettent un accès direct de l'aérogare aux avions. Une aérogare de 10 000 m² permet de traiter jusqu'à 40 000 tonnes de fret par an.

Le transport multimodal reste donc à développer. Il est la solution qui favorise le désenclavement des régions intérieures, lutte contre la pauvreté et améliore de la compétitivité ■

Source : Par Anne-Marie JOBIN

ENTRETIEN AVEC MONSIEUR PHILIPPE JOUVERT,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE R-LOGISTIC GABON

NECOTRANS devient R-LOGISTIC et se réimplante au GABON

NECOTRANS, c'était 126 représentations dans 40
pays sur les 5 continents, un CA de 1,3 m^{ds} d'euros
et 5000 employés.

Par Anne-Marie JOBIN



Armement d'un navire

Economie Gabon + : Quel est l'historique de NECOTRANS ?

GETMA (devenu NECOTRANS en 2013) est un groupe créé en 1992 en Guinée Conakry qui s'est développé sur l'ensemble du continent africain. GETMA s'est installé très tôt au Gabon, dès 1993. Entre 1993 et 2000, une trentaine de filiales furent implantées sur le continent africain (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique australe, Afrique de l'Est, Afrique du Nord) et sur le continent américain (USA, Canada, Brésil), ainsi qu'en Asie (Inde, Chine). À partir de 2016, après le décès du président fondateur survenu en 2013, le groupe a commencé à péricliter. En août 2017, le tribunal de commerce de Paris validait les offres de rachat, dont celle de R-Logitech.



Une équipe au complet



Economie Gabon + : Veuillez nous présenter R-LOGISTIC

R-Logistic SAS dispose d'un réseau de filiales acquises sur le continent africain au cours des mois de septembre et d'octobre 2017 et dédié à la logistique et au transport.

R-Logistic Gabon est une société en démarrage qui dispose d'atouts importants (personnel expérimenté, matériel portuaire et logistique, notamment).

Outre le Gabon, la société R-Logistic est également installée au Togo, au Bénin, au Niger, au Mali, au

Burkina Faso, en RDC, au Sénégal, au Cameroun et en Algérie. Elle appartient à un groupe déjà présent sur des terminaux portuaires, dont les activités sont très diversifiées, notamment dans les domaines minier et agricole. Par le biais de ce rachat réalisé en 2017, elle s'est plus largement an-

crée dans la logistique et le transport (transit, consignation, manutention). R-Logistic offre aujourd'hui un panel complet de services permettant d'acheminer de bout en bout les marchandises qui lui sont confiées.

Economie Gabon + : Sur quel argumentaire commercial vous appuyez-vous pour vous créer un réseau ?

Le groupe possède une longue et fructueuse expérience en Afrique. Au Gabon, la société mère a recruté des experts reconnus dans le domaine de la logistique afin de faciliter la transition: Il s'agit pour l'équipe du Gabon nouvellement investie de reconquérir une part de marché significative. Nous disposons de la motivation, du savoir-faire, de personnel expérimenté, ainsi que du matériel adéquat, pour proposer un service de qualité. Outre l'attractivité de nos tarifs, nous attachons une importance particulière à la mise en place d'une relation de confiance.

Economie Gabon + : Quelles sont vos relations avec BOLLORÉ ?

Nous sommes concurrents, comme avec les autres acteurs du marché, mais nous nous connaissons depuis très longtemps et avons toujours su cohabiter, chacun avec ses forces et ses faiblesses. Notre cœur de cible est très clairement de gagner des marchés dans les domaines de la logistique, de la manutention, de la consignation et du transit. Nos solides atouts et le capital-confiance que nous

témoignent nos prospects nous confortent dans nos ambitions.

Economie Gabon + : Sur quels projets travaillez-vous actuellement ?

Nous sommes en phase de « redémarrage » sur des territoires que nous connaissons, apprécions, sur lesquels nous avons prospéré dans un passé récent sous une autre bannière. Nous avons approché maints clients et armateurs en vue d'une très prochaine et fructueuse collaboration ■



Chargement d'un conteneur

SERVAIR
GABON

Aussi chez vous pour
un vrai service
aux particuliers



Aéroport Léon MBA - B.P.: 20303 Libreville (GABON) - Tél : (241) 01 73 69 51
email : dep.exploitation@servairgabon.com - www.servair-gabon.com

Afrique : l'espoir d'un marché unique du transport aérien

La libéralisation et l'unification des marchés du transport aérien devraient apporter une croissance financière sans précédent pour les compagnies aériennes locales en Afrique.

La Rédaction

Comme en témoigneront ceux qui ont l'habitude de se déplacer par voie aérienne, voyager en avion d'un pays africain à un autre est souvent laborieux, coûteux et fastidieux en raison de mauvaises liaisons aériennes découlant de politiques protectionnistes mal avisées.

Comme l'expliquait en 2017 le journaliste de la BBC Umaru Fofana dans son expérience de transport entre les capitales ouest-africaines Freetown (Sierra Leone) et Banjul (Gambie), un voyage de 700 km qui devrait durer environ 1 heure vous prendra 24 ou 72 heures en raison de l'absence de vols directs.



LES COMPAGNIES AFRICAINES EN MARGE

Au départ de Freetown, les voyageurs doivent parfois passer par Abidjan (Côte d'Ivoire) puis Dakar (Sénégal), avant d'arriver à Banjul. Une option plus rapide, mais beaucoup plus onéreuse, serait de se rendre à Banjul en passant par Bruxelles (Belgique).

Cet arrangement manifestement compliqué et problématique a laissé les pays africains incapables d'explorer le plein potentiel économique du marché naissant de l'aviation sur le continent.

En conséquence, les compagnies aériennes non africaines contrôlent actuellement environ 80% du trafic aérien en provenance et à destination de l'Afrique et prennent en charge environ 80% du trafic intercontinental à destination et en provenance de l'Afrique.

ENFIN L'UNION ?

La décision de l'Union africaine (UA) de lancer le marché unique du transport aérien africain (SAATM ou Single African Air Transport Market) prise lors de son 30^e sommet à Addis-Abeba est donc une décision pertinente et bienvenue.

Le marché unique du transport aérien africain est un projet phare de l'Agenda 2063 de l'UA. Cette initiative vise à créer un marché commun, à unifier le transport aérien en Afrique et y libéraliser l'aviation civile.

Un projet en mesure de faire avancer concrètement l'intégration économique du continent. Le SAATM facilitera également la réalisation du passeport africain et la libre circulation des personnes et des biens, ainsi que la création de la zone de libre-échange continentale africaine (CFTA).

La mise en œuvre du SAATM, qui est similaire au marché unique de l'aviation de l'UE, contribuerait grandement à rendre les voyages aériens en Afrique plus compétitifs en réduisant les politiques protectionnistes. La libéralisation du transport aérien serait en mesure de faciliter les connexions sur le continent, ce qui se traduirait par des avantages substantiels pour les passagers (meilleur rapport qualité/prix), les compagnies aériennes (plus de performance) et les économies des pays africains respectifs (plus de croissance).

L'UNION SE DESSINE !

Actuellement, 23 pays ont signé la convention relative à la mise en place du marché unique : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Liberia, Mali, Mozambique, Niger, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Afrique du Sud, Swaziland, Togo et Zimbabwe.

Ces 23 pays ont une population combinée d'environ 670 millions d'habitants et un PIB combiné de 1500 m^{ds} de dollars. Leur revenu moyen par habitant est de 2 119,5 dollars (plus élevé que la moyenne du continent qui est à 1888 dollars).

Ces pays représentent également plus de 80% du trafic aérien intra-africain et captent plus de 54% des 63,5 millions de touristes internationaux qui ont visité l'Afrique en 2015.

DES POSSIBILITÉS ÉNORMES !

Le secteur de l'aviation en Afrique représente actuellement plus de 72 m^{ds} de dollars de PIB, créant ainsi 6,8 millions d'emplois. Il y a manifestement beaucoup de potentiel de croissance inexploitée dans ce secteur.

Selon l'Association internationale du transport aérien, lever les barrières commerciales dans le transport aérien entre seulement 12 pays africains pourrait générer 4,9 millions de voyages supplémentaires, libérant 1,3 m^d de dollars d'activité économique supplémentaire et créant 155 000 nouveaux emplois.

Le potentiel de demande de voyages aériens intra-africains reste important et les impacts économiques positifs des réformes politiques sur la connectivité intra-africaine pourraient être importants.

La demande de transport aérien en provenance et à destination de l'Afrique devrait plus que tripler au cours des 20 prochaines années, passant de 75 millions de passagers en 2016 à plus de 240 millions par an d'ici 2035.

Dans le cadre de ce marché unique, les compagnies aériennes de la région seraient autorisées à relier deux villes africaines sans passer d'abord par leur hub national. South African Airways pourrait, par exemple, assurer le vol Johannesburg-Nairobi-Le Caire et Ethiopian Airlines pourrait se rendre à Nairobi et à Johannesburg en un seul voyage également.

L'Afrique du Sud, l'Égypte, le Nigeria et le Kenya pourraient être les plus grands marchés du transport aérien unifié en Afrique, tandis que l'Éthiopie conserverait sa position de principal opérateur des voyages aériens entre l'Afrique et le reste du monde. Actuellement, le trafic intra-africain représente au moins la moitié du marché total du transport aérien dans la plupart des pays africains, le Cap-Vert et l'Égypte étant les seules exceptions à cette tendance.

La pleine adhésion et l'application des termes et accords de la politique du marché unique par les différents gouvernements africains sont cruciales. La libéralisation et l'unification des marchés du transport aérien africain devraient apporter une croissance financière sans précédent pour les compagnies aériennes locales en Afrique, dont la plupart enregistrent actuellement d'énormes pertes opérationnelles chaque année. Cela ouvrira également le secteur à d'indispensables investissements étrangers ■

Les autorités portuaires d'Anvers et de Dakar vont collaborer plus étroitement

Anvers, deuxième plus grand port d'Europe, cherche à renforcer sa position historique de leader sur la côte de l'Afrique de l'Ouest

La Rédaction

Les autorités portuaires d'Anvers et de Dakar vont collaborer plus étroitement au cours des quelques prochaines années. Deuxième port le plus grand d'Europe, Anvers cherche à renforcer sa position historique de leader sur la côte de l'Afrique de l'Ouest. Pour sa part, le port sénégalais de Dakar considère cette collaboration comme un moyen de se positionner en tant que principal centre régional de fret.

Pour sceller officiellement cette future collaboration, les autorités portuaires concernées ont signé un protocole d'entente. M. Aboubacar Sedikh Beye a signé pour le *Port Autonome de Dakar* et Kristof Waterschoot, PDG de deux filiales de l'Autorité portuaire d'Anvers (PAI et APEC), a quant à lui représenté la partie anversoise. Étaient présents à la cérémonie de signature Charles Michel, Premier Ministre belge, Alexander De Croo, Vice-Premier Ministre et Ministre de

la Coopération au développement, tous deux en visite professionnelle au Sénégal.

LE CARREFOUR DE DAKAR

Avec un volume de fret annuel de 17 millions de tonnes, Dakar est l'un des ports les plus importants sur la côte de l'Afrique de l'Ouest. Cette ville portuaire occupe une position puissante unique sur la carte mondiale : elle se situe au carrefour des voies de navigation entre l'Europe, l'Amérique du Nord et du Sud, et l'Afrique australe. Grâce à son excellent accès maritime, Dakar est l'un des rares ports d'Afrique de l'Ouest capables d'accueillir à tout moment des navires de toutes les dimensions.

Dakar a désormais de plus grandes ambitions et envisage de construire

un nouveau port à une cinquantaine de kilomètres des installations existantes. Sa profondeur de quille de 18 mètres lui permettra d'accueillir sans difficulté la toute dernière génération de porte-conteneurs géants. Avec ce nouveau port, Dakar envisage aussi la création d'une zone économique et logistique de 600 hectares.

LE SAVOIR-FAIRE D'ANVERS

« Nous utiliserons notre expérience et notre savoir-faire pour aider Dakar à réaliser ses ambitions », a déclaré Kristof Waterschoot après la signature. Un récent rapport de la Banque mondiale souligne le potentiel économique du continent, mais met également en avant un certain nombre de défis tels que l'absence de personnel suffisamment formé. « Nous allons

immédiatement veiller à combler cette lacune en partageant notre savoir-faire et notre expérience. Notre centre de formation APEC reste le partenaire de choix pour la formation de nos professionnels maritimes, tandis que notre filiale de consultants PAI fournira à l'autorité portuaire le savoir-faire nécessaire pour développer un terminal polyvalent et approfondir les chenaux d'accès de manière à optimiser la capacité du port de Dakar », a conclu M. Waterschoot.

Le protocole d'entente contient aussi un certain nombre d'engagements dans le domaine du marketing, dans le développement des relations commerciales, dans l'organisation d'événements commerciaux communs ainsi que dans l'échange d'informations sur des sujets tels que les douanes et les taxes d'accise, la sécurité et la durabilité. Cet accord a été signé pour une période de cinq ans.

À PROPOS DU PORT D'ANVERS

En termes de taille, le port belge d'Anvers est le numéro 1 en Belgique et le numéro 2 sur le plan européen. Il couvre une superficie de 130 kilomètres carrés et offre une longueur de quais de 160 kilomètres.



Étant donné qu'il est le plus grand port européen pour les marchandises diverses, le port d'Anvers peut se vanter d'être le port européen traitant le plus grand volume d'acier, de produits aquatiques et de fruits. Il dispose de terminaux dédiés pour les conteneurs, le secteur automobile, l'acier, le charbon, les céréales, le bois, les engrais, etc. L'activité du secteur de la pétrochimie dans ce port est la plus grande d'Europe. En 2017, le port d'Anvers a géré des cargaisons représentant plus de 223 millions de tonnes et plus de 10 millions de conteneurs. Environ 900 entreprises se sont établies dans la zone portuaire. Le port d'Anvers est depuis longtemps le premier port européen en termes de trafic avec le continent africain. Chaque année, plus de 15 million de tonnes sont échangées entre le port d'Anvers et l'Afrique ■



ENVOLEZ VOUS VERS PARIS LA VILLE LUMIERE A PARTIR DE 355 000 F CFA TTC AVEC

3

BAGAGES GRATUITS

**ALLER - RETOUR TOUTES TAXES COMPRISES
LBVSALES@THY.COM**

TURKISHAIRLINES.COM

A STAR ALLIANCE MEMBER 

INTERVIEW DE MONSIEUR JULIEN CORDIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BIOTOPE AFRIQUE CENTRALE

BIOTOPE choisit le Gabon pour s'implanter en Afrique Centrale

Depuis 25 ans, Biotope accompagne les porteurs de projets pour la prise en compte des enjeux environnementaux liés à leurs activités et à leurs aménagements. Son ascension résulte de l'alliance de plusieurs métiers : ingénierie et étude d'impact environnementale, conseil, formation, innovation et recherche, communication et édition. Avec pour fil conducteur : la biodiversité !

Par Anne-Marie JOBIN



Julien CORDIER, Directeur Général de Biotope Afrique Centrale

ECONOMIE GABON + : BIOTOPE s'installe au Gabon de façon pérenne. Jusqu'à présent, vous interveniez en travaillant depuis l'extérieur du pays. Pouvez-vous nous dresser un historique de vos actions au Gabon et nous expliquer ce qui justifie votre changement de position ?

Ce n'est pas un changement de position, mais une évolution logique. Notre première mission au Gabon date de 2013. Il s'agissait de l'analyse d'un important dossier d'étude d'impact pour un projet minier. Nous avons ensuite mené diverses missions de conseil, de formation et d'expertise à travers le pays pour des clients du secteur public et privé.

Nous travaillons maintenant régulièrement au Gabon depuis 5 ans, les acteurs sont de plus en plus nombreux à nous témoigner leur confiance et à faire appel à nos services pour sécuriser et développer leurs projets. Il était donc logique de nous implanter localement pour

devenir véritablement un acteur économique local et être au plus proche de nos clients. Nous avons donc choisi le Gabon et Libreville pour créer le siège de Biotope Afrique Centrale, notre succursale.

Notre ambition aujourd'hui est de développer notre activité et notre équipe franco-gabonaise en réalisant un transfert de savoir-faire. C'est la politique de notre groupe en France et dans le monde. Partout où Biotope développe son activité, l'entreprise recrute ses cadres et ses équipes localement. Si c'est une volonté de notre part, c'est aussi un gage d'intégration au territoire.

Economie Gabon + : Sur quels projets travaillez-vous actuellement ?

Je peux évoquer trois projets sur lesquels nous travaillons actuellement :

– La conception d'un sentier de découverte dans l'Arboretum Raponda Walker appelé également *Bois des Géants*, au nord de Libreville. Ce sentier

d'environ 1,5 km serpentera dans la forêt et desservira 12 plateformes thématiques équipées de panneaux d'interprétation et d'outils de découverte du patrimoine naturel. Le visiteur découvrira la richesse du patrimoine naturel du Gabon à travers une expérience ludique, pédagogique et multisensorielle. Le projet est conçu en partenariat avec les écoles d'Akanda et de Libreville. Il sera pour les enseignants un véritable outil de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, de l'école primaire jusqu'au lycée. La phase de conception est terminée, la construction débutera très prochainement. Si ce sentier est d'abord destiné aux Librevillois, il sera également, à n'en pas douter, l'une des premières attractions incontournables pour les touristes de passage au Gabon.

– Le plan de gestion du péril animalier de l'aéroport Léon Mba. Cette mission sécuritaire consiste à faire en sorte de limiter au maximum les collisions entre la faune et les avions qui décollent et atterrissent à Libreville. Nous avons réalisé un diagnostic

précis de l'ensemble des oiseaux et des mammifères présents sur la zone aéroportuaire. En connaissant l'écologie de ces espèces et la manière dont elles utilisent la zone concernée, nous déterminons un niveau de risque de collision pour chacune d'entre elle. Ensuite, pour supprimer ou réduire ce risque, nous déterminons des actions de gestion à mettre en œuvre. Au-delà de cette expertise, nous formerons le mois prochain une équipe qui sera en charge de la gestion et du suivi du péril animalier.

– L'étude d'impact d'un projet de barrage hydroélectrique. Nous avons mené des expertises sur le terrain afin d'évaluer l'impact que pourrait avoir la construction de l'ouvrage sur l'environnement. L'étude d'impact est l'un de nos principaux cœurs de métier depuis 25 ans, l'un de ceux sur lequel nous avons forgé notre réputation d'ingénieur-conseil en environnement.

Economie Gabon + : Selon vous, comparativement aux pays voisins, la faune et la flore du Gabon sont-elles particulièrement préservées ?

Oui, je le pense sincèrement. Le Gabon s'est doté en 2002 de 13 parcs nationaux répartis sur l'ensemble de son territoire. Ces parcs protègent 10% du territoire national, ce qui est énorme ! Comparativement, en France, les parcs nationaux protègent seulement 1% du territoire ! Le Gabon est également très ambitieux pour la protection et la valorisation du patrimoine marin, il a créé la plus grande réserve océanique d'Afrique ! Parcs marins et réserves aquatiques protègent désormais 26% des eaux territoriales du Gabon ! Cette politique prépare l'avenir. Le Gabon dispose sur terre comme en mer d'un formidable potentiel écotouristique encore très peu valorisé économiquement.

Mais il ne suffit pas de créer des aires protégées pour conserver le patrimoine. Il faut les faire accepter, les gérer et les valoriser économiquement pour assurer leur pérennité. L'ANPN œuvre quotidiennement dans ce sens au Gabon. Le braconnage des éléphants est là aussi pour nous rappeler que cette tâche est ardue, que ce patrimoine est fragile et reste très vulnérable.

Economie Gabon + : Que pensez-vous de l'impact des plantations de palmiers à huile ? Une étude d'impact environnementale est-elle obligatoire avant d'utiliser des hectares à

cette fin ?

Au Gabon, à ma connaissance, des études sérieuses sont entreprises pour évaluer l'impact de ces plantations, mais surtout pour choisir les zones où le développement de cette culture aura le moindre impact environnemental et social.

Dans le domaine agricole, dans le cadre du projet Graine, nous avons réalisé un audit de 20 zones d'une trentaine d'hectares chacune en vérifiant la faisabilité à la fois sociale et environnementale de la création de cultures vivrières. Notre audit n'a disqualifié qu'un seul site. Cela démontre la qualité du travail de présélection des sites réalisé en amont par Olam avec un cahier des charges sévère.

Economie Gabon + : Lorsque qu'un porteur de projet vous confie une mission, quelle est votre priorité ?

Notre priorité est d'être constamment à son écoute, de comprendre son besoin, de faire aboutir son projet et de tenir son délai. Nous l'accompagnons à toutes les étapes de son projet dans un rôle de facilitateur auprès du terrain comme auprès des administrations. Notre équipe est formée pour anticiper, pour être proactive et facilitante, et garantir la sécurité juridique des dossiers produits (étude d'impact notamment).

Economie Gabon + : Biotope Afrique Centrale n'a pas vocation à travailler uniquement au Gabon ?

Non, si le siège et l'équipe de Biotope Afrique Centrale sont installés à Libreville, son rayon d'action couvre toute l'Afrique centrale : Cameroun, Congo, RDC, Guinée Équatoriale, Sao-Tomé et Principe, et RCA.

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Gestion durable de la faune au Gabon



INTERVIEW DE MONSIEUR HÉLDER MUTEIA, REPRÉSENTANT DE LA FAO AU GABON

Les résultats de la 30^e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

La réunion de Khartoum s'est tenue sur le thème « Développement durable de l'agriculture et des systèmes alimentaires en Afrique : amélioration des moyens de production et création d'emplois décents et attrayants pour les jeunes ». Elle s'est déroulée en trois étapes importantes et complémentaires : une réunion d'experts qui a traité en détail les principaux défis des systèmes agroalimentaires en Afrique ; des événements parallèles qui ont favorisé le traitement de questions transversales d'importance majeure ; et une table ronde ministérielle au caractère plus décisionnel quant aux politiques devant être adoptées dans le contexte africain, sous-régional et national.

Par Anne-Marie JOBIN

ECONOMIE GABON+ : Quels furent les principaux sujets abordés ? Quel a été le leadership du Gabon au sujet des questions liées à la sous-région Afrique centrale ?

Hélder MUTEIA : Parmi les principaux thèmes abordés, soulignons le défi « Faim zéro » dans le contexte africain, en accord avec les Objectifs de développement durable (ODD), les déclarations de l'Union africaine, le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), les déclarations de Maputo et Malabo, avec mise en évidence de leur caractère multi-sectoriel et multiparticipatif.

Par ailleurs, les échanges ont mis en exergue l'importance de la durabilité environnementale et de la biodiversité, la nécessité de créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes ainsi que la lutte contre les ravageurs et les maladies dans le secteur agricole, en particulier la chenille légionnaire d'automne. La présentation des priorités sous-régionales pour le secteur agroalimentaire a constitué un moment particulier au cours duquel l'Afrique centrale a présenté son point de vue par le biais de la Déclaration de Libreville, document adopté par les ministres de l'Agriculture des États membres de la CEEAC en décembre 2017.

ECONOMIE GABON+ : Quel est l'impact des conclusions et recommandations de la Conférence régionale pour le Gabon ?

Compte tenu des défis actuels, en particulier la chute des prix du baril de pétrole, la décision qui pourrait avoir un impact majeur sur l'Afrique centrale est la recommandation d'utiliser



Hélder MUTEIA, Représentant de la FAO au Gabon



Au Forum de Khartoum

les avantages comparatifs et compétitifs sous-régionaux en termes de disponibilité des terres et de l'eau afin de diversifier les économies et créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes. Lors de la Conférence régionale de la FAO, il a été établi que cet effort doit être exercé de manière durable, car l'Afrique centrale possède l'un des écosystèmes les plus vastes et les plus riches au monde (forêts, lacs, rivières et régions côtières). Cette richesse nous permet également de rechercher de nouvelles sources

d'aliments et de nouvelles solutions nutritionnelles et technologiques.

Pour une agriculture plus compétitive, l'encadrement du secteur privé et sa responsabilité dans l'utilisation des ressources ont également été soulignés ainsi que la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs. L'Afrique centrale a présenté la déclaration des ministres de l'Agriculture de l'Afrique centrale qui a été applaudie comme un bon exemple de priorisation et de coordination sous-régionales.

ECONOMIE GABON+ : La principale contribution de la FAO est l'assistance technique au développement de l'agriculture et à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Gabon. Un nouveau cadre de programmation a été établi pour la période 2017-2022. Quels sont les domaines prioritaires identifiés dans le cadre de la coopération entre le Gabon et la FAO ?

Le Cadre de programme pays est un document stratégique de coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Gabon. Il faudrait au préalable rappeler que les priorités de ce Cadre de programmation pays (CPP) pour le quinquennat 2017-2022 ont été définies sur la base des recommandations de l'évaluation du premier CPP exécuté au cours de la période 2013-2016, des priorités nationales contenues dans le Plan Stratégie Gabon Emergent (PSGE), celles du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PCNUAD) et en lien avec les objectifs stratégiques de la FAO.

C'est dans ce contexte que trois domaines prioritaires ont été retenus et couvrent les actions dans l'ensemble des sous-secteurs de l'agriculture au sens large du terme. Ces domaines prioritaires s'articulent autour de différents points : le renforcement de la gouvernance institutionnelle et des capacités nationales ; la gestion durable des ressources naturelles ; et le développement de chaînes de valeurs durables dans l'agriculture, l'élevage, la forêt, la pêche et l'aquaculture.

Leur mise en œuvre nécessite que les ressources financières soient mobilisées de façon conjointe entre le gouvernement, la FAO et les autres bailleurs de fonds afin de pouvoir atteindre les objectifs fixés pour le développement du secteur agricole au Gabon à la fin de la période couverte par le CPP.

ECONOMIE GABON+ : Le Gabon s'est engagé dans la diversification de son économie et mise sur des secteurs tels que l'agriculture pour accroître son PIB et lutter contre le chômage chez les jeunes. Comment

la FAO accompagne-t-elle le Gabon dans ce processus ?

L'un des plus grands défis du Gabon est la nécessité de diversifier l'économie pour une croissance plus durable. Le secteur agroalimentaire offre des avantages comparatifs et compétitifs pour atteindre ce résultat. L'une des priorités établies conjointement avec le gouvernement est le développement de chaînes de valeurs dans l'agriculture, l'élevage, la pisciculture ainsi que les produits forestiers non ligneux. Ces initiatives mobiliseront et motiveront certainement les jeunes à s'intéresser au secteur. Cela permettra également de passer d'une agriculture essentiellement de subsistance à une agriculture plus intégrée sur le marché.

Pour que l'environnement soit favorable à cet objectif, il est important de : régulariser l'accès à des terres fertiles et à l'eau pour l'irrigation grâce à une législation et à des politiques adéquates ; ouvrir l'accès à des technologies plus productives par le biais de programmes de formation et de systèmes de vulgarisation ; favoriser l'accès aux marchés locaux et internationaux grâce à la promotion de la qualité, au traitement des politiques et des technologies ; permettre l'accès au crédit grâce à des partenariats solides avec le secteur bancaire, le secteur privé et d'autres initiatives de microcrédit.

Les initiatives peuvent être privées ou coopératives. Tout dépend des possibilités et des opportunités disponibles sur le terrain et de la volonté des producteurs. Chaque cas présente des avantages et des inconvénients. La FAO propose des instruments spécifiques à utiliser selon l'un ou l'autre choix. La seule nécessité est que les initiatives soient durables sur le plan économique, social et environnemental ■

SUR NOTRE SITE

www.economie-gabon.com

Flashez ce code avec votre Smartphone pour lire l'article



Pour une croissance bleue en Afrique : l'érection de la pêche artisanale en priorité



Urbanisation en Afrique : le tic-tac d'une bombe à retardement

En Afrique, la question de l'urbanisation est symptomatique des paradoxes que connaît ce continent. D'un côté, la croissance de la population des villes est l'une des plus rapides au monde. De l'autre, le décalage entre cette croissance et la mise en place de mesures permettant au continent d'en tirer le meilleur, suscite aujourd'hui des craintes. Entre chômage, insécurité et pollution, beaucoup se demandent désormais si la bombe démographique que représente aujourd'hui le continent n'explosera pas d'abord dans les villes ?

La Rédaction

UN BOOM EFFRAYANT

Plus que toute autre région du monde, l'Afrique connaît une urbanisation rapide. Cette dynamique est accélérée par une croissance démographique fulgurante et un déséquilibre entre le développement des zones urbaines et rurales. « Nous assistons à une urbanisation du continent sans précédent. De pareils phénomènes ont déjà été observés sur d'autres continents, mais pas au rythme que connaît l'Afrique », explique Joan Clos, directeur exécutif d'ONU-Habitat. En effet, la population urbaine du continent a doublé en dix ans.

« Nous assistons à une urbanisation sans précédent du continent. De pareils phénomènes ont déjà été observés sur d'autres continents, mais pas au rythme que connaît l'Afrique »

L'Afrique est passée de 237 millions d'individus en 1995 à 472 millions en 2015. Cette progression devrait se maintenir dans les prochaines années. Ainsi, dès 2020, 560 millions de personnes résideront dans les villes du continent, et ce chiffre pourrait être porté à près d'un milliard d'ici 2040. En d'autres termes, la moitié des 2 milliards d'habitants de l'Afrique attendus à cet horizon vivra dans les villes. Par ailleurs, selon la révision 2017 des *Perspectives de la population mondiale* des Nations-Unies, l'Afrique réalisera à elle seule 50% de la croissance urbaine mondiale d'ici 2050.

Cette poussée de la population urbaine sera essentiellement portée par les pays au sud du Sahara. Dans cette zone, l'Afrique de l'Ouest constituera le moteur de la croissance de la population urbaine. Un pays comme le Nigéria, qui compte déjà 88 millions de résidents urbains, pourrait voir ce chiffre passer à 160 millions de citoyens d'ici 2030 et 350 millions à l'horizon 2050. Mais pour impressionnante qu'elle puisse paraître, l'urbanisation africaine n'est pas encore source d'optimisme. Et pour cause: « Ce que nous enseigne l'Histoire ne s'applique pas à l'Afrique. Les villes africaines

vont devoir résoudre des défis sociaux et environnementaux qu'aucune autre n'a eu à affronter », confiait au journal *Le Monde* Henri-Bernard Solignac-Lecomte, du centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En effet, l'urbanisation en Afrique cumule à peu près toutes les caractéristiques d'un processus dont l'accompagnement a failli.

UN MANQUE CRIANT D'INFRASTRUCTURES

L'accroissement de la population des villes africaines n'est pas allé de pair avec un investissement des pouvoirs publics dans la construction de logements. Selon le rapport de la Banque mondiale *Ouvrir les villes africaines au monde*, les dépenses dans les villes n'ont représenté que 20% du PIB africain au cours des quatre dernières décennies alors que cette proportion est passée au-dessus de 40% en Asie de l'Est entre 1978 et 2012.

L'une des conséquences de cette situation est la faiblesse du parc immobilier faisant que 60% de citoyens africains résident dans des bidonvilles. Ce taux représente presque le double de la moyenne constatée dans les autres pays du monde (34%). Parmi les installations les plus importantes, citons Kibera, qui est le plus grand bidonville du Kenya et d'Afrique avec une population d'environ 2 millions d'habitants, Mathare (500 000 habitants) dans le même pays, ou encore West Point, au Libéria, qui abrite environ 75 000 personnes.

L'AGGRAVATION DES INÉGALITÉS AU SEIN DES ZONES URBAINES

La concentration d'une grande partie de la population urbaine dans les zones sans logements adéquats favorise les inégalités entre les couches sociales. Ceci peut aller de l'accès limité aux services de base (eau, électricité et santé) à la discrimination sur le marché du travail, en passant par les écarts de revenus. Dans cette catégorie, l'Afrique est l'une des régions les plus inégalitaires au monde. Selon la BAD, le coefficient Gini de ce continent atteint 0,58 alors que la moyenne mondiale est de 0,4 (le coefficient Gini est un indicateur permettant de mesurer les inégalités de revenu entre les ménages ; il varie de 0 à 1, la valeur 1 signifiant le niveau d'inégalité le plus extrême). D'après



Un exemple de densité urbaine dans une ville africaine

ONU-Habitat, ce même paramètre atteint 0,75 dans une ville comme Johannesburg. « L'urbanisation, en particulier dans les pays en développement, s'est accompagnée de niveaux accrus de criminalité, de violence et d'anarchie. Des études mondiales montrent que 60 % de tous les résidents urbains des pays en développement ont été victimes de crimes au moins une fois au cours des cinq dernières années, dont 70 % en Amérique latine et en Afrique », indique l'agence onusienne.

DE NOMBREUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

L'augmentation de la population urbaine conduit à plusieurs problèmes environnementaux dont la pollution de l'air ambiant (engendrée par le transport routier, la génération d'énergie ou l'industrie) qui a un coût socioéconomique important. D'après un rapport de l'OCDE, le nombre de décès liés à cette forme de pollution a progressé de 36% entre 1990 et 2013, passant à 250 000 morts, contre une moyenne mondiale de 30%.

Un autre corollaire de la rapide urbanisation africaine est la dégradation des ressources naturelles. La destruction des surfaces végétales au profit de l'installation incontrôlée des habitations favorise les glissements de terrain dans les villes.

En outre, la mauvaise gestion des déchets ainsi que la pollution des plans d'eau et ouvrages d'évacuation comme les caniveaux aggravent les catastrophes naturelles, notamment les inondations, un phénomène dont l'incidence risque d'être renforcée du fait du changement climatique.

DES VILLES DÉCONNECTÉES ET UN COÛT DE LA VIE ÉLEVÉ

L'une des principales caractéristiques des villes africaines est leur développement dans des zones fragmentées qui ne sont pas reliées entre elles par de bonnes infrastructures routières et des transports en commun efficaces. Cet essor des métropoles dans des zones déconnectées les unes des autres en lieu et place d'une densité accrue est un frein pour des

investissements dans les services sociaux.

Les villes africaines font partie des plus chères au monde. Les ménages urbains africains paient ainsi 20 à 31 % de plus pour les biens et services que dans d'autres pays en développement, estime la Banque mondiale.

Lorsque des investissements sont effectués par les pouvoirs publics dans ces zones, ceux-ci sont plus importants étant donné que les économies d'échelle nécessaires pour fournir des services de réseau ne sont pas réalisées. De plus, indique l'institution, « les trajets pour se rendre au travail sont longs et coûteux, ce qui empêche les travailleurs d'accéder aux emplois répartis dans l'ensemble de l'agglomération urbaine ».

Et si les transports publics ont été développés ces dernières années, ils restent inaccessibles pour la majorité de la population africaine et prennent beaucoup de temps. Selon les estimations, la durée moyenne des trajets est de 25 minutes à Accra, contre 45 à Abuja et 60 à Monrovia.

« Rien n'est encore écrit »

Face au véritable défi que représente l'urbanisation sur le continent africain, les experts proposent de nombreuses solutions. Ainsi selon Steve Kayizzi-Mugerwa, directeur du département de recherche sur le développement à la BAD, « une urbanisation planifiée peut améliorer les conditions de vie d'une grande partie de la population, favoriser l'expansion de la classe moyenne et créer les conditions de la transformation économique ».

Pour Joan Clos, « l'urbanisme est le seul moyen de parvenir à une croissance urbaine harmonieuse. Une ville construite de manière chaotique sera bien plus difficile à reconstruire, à réaménager après coup. Si l'on considère des économies en progression de 6 à 7 % comme celles de l'Afrique, l'absence d'urbanisme ne se justifie pas. Il n'est pas pensable d'avoir de tels taux de croissance et de ne pas créer des instruments d'urbanisme ».

De son côté, la Banque mondiale préconise une démarche en trois volets fondée sur la régularisation des marchés fonciers, la clarification des droits de propriété et la mise en place d'une planification urbaine efficace ■

Source Agence ECOFIN

La transition énergétique en synergie avec le numérique

Leapfrog, big data, dématérialisation, mobile money... des mots barbares qui décrivent un bouleversement déferlant sur le monde et dont bénéficie le continent africain.

La Rédaction

En synergie avec la transition énergétique, les nouvelles technologies deviennent le levier du développement de l'énergie verte. Pour plus de 600 millions d'Africains, l'énergie n'a jamais été démocratisée : 70 % des habitants du continent vivent encore dans le noir. **Certains doivent payer chèrement leur électricité** et souvent, se servir d'un groupe électrogène hors de prix pour pallier les fréquents « délestages ». Des usagers qui, finalement, paient jusqu'à trois fois plus cher qu'un usager européen pour un accès deux fois moins efficace.

De la bougie aux énergies renouvelables

L'Afrique est passée en très peu de temps de systèmes datant des années 1980 fondés sur le fossile aux énergies vertes, modernes, renouvelables et intelligentes.

Au Rwanda, par exemple, dès que les centrales solaires stockent suffisamment d'énergie pendant la journée, elles font remonter l'eau des barrages. Ces derniers mettent en service l'énergie hydraulique la nuit afin de délivrer, toujours à moindre coût, l'électricité dans les foyers, les entreprises, les usines et les villes. Kigali, la capitale rwandaise, dispose d'un accès 4G gratuit dans ses 300 bus qui seront bientôt électriques !

D'autres systèmes permettent de répondre aux besoins des régions les plus isolées. Une chaîne de montage couplée à un bureau de recherche pour construire des mâts au sommet desquels sont installés des panneaux photovoltaïques équipés de lampes ultrarésistantes et étanches est développée par une entreprise bordelaise. Placés au cœur de villages isolés, ces mâts diffusent la lumière gratuitement afin que la vie sociale se prolonge après la tombée du jour.

Le numérique, et particulièrement le smartphone, jouent un rôle fondamental en permettant aux personnes de connecter une box au mât et d'avoir ainsi l'électricité dans leurs logements. **Le paiement du courant se fait directement par paiement mobile sur les smartphones – dit aussi mobile money** – inclus dans le pack ! 100 % des usagers sont satisfaits. Pour les villages, le smartphone est désormais l'outil de gestion de la lumière et donc de la vie.

Les économistes du monde entier voient aussi avec stupeur le Kenya se targuer d'avoir 40 % d'énergie verte et d'être le leader mondial de la banque sans fil. Ainsi, chaque jour, 2,5 millions de transactions sont effectuées sur mobile avec la solution de Vodacom M-Pesa !

Les Kenyans peuvent payer leurs factures d'électricité sur smartphone, envoyer de l'argent à leurs enfants et se faire livrer des kits solaires dans tout le pays. Payer en cash sera bientôt considéré comme obsolète.

Ajoutant à cela la sécurité qu'apportent les transactions par mobile et la nouvelle norme de cette économie dans laquelle, en 2016, 70 % des transactions étaient informelles (en cash et sans traçabilité), on obtient la recette miracle d'une croissance pour de nombreux secteurs.

Les applications de m-énergie, m-santé, m-agriculture ou m-éducation révolutionnent les usages en Afrique

L'économie est directement impactée par ces nouveaux usages dématérialisés et la captation des données, ou big data, permet de mieux servir les usagers en débits, accès et services. La géolocalisation permet, par exemple, de faire livrer un produit commandé en ligne ou de le payer en ligne selon la région ou le pays. **Mais il est aussi possible de faire géolocaliser la livraison avec des codes fournis par Google**, permettant ainsi de remédier au fait que les rues africaines ne portent quasiment jamais de nom.

Souvent vue par les médias comme une région de famine et de pauvreté, l'Afrique de l'Est se développe grâce aux énergies vertes.

L'Éthiopie impressionne avec son barrage sur le Nil et sa production d'énergie hydraulique qui alimente l'ensemble du pays, mais elle est fière aussi d'avoir une des plus grandes compagnies aériennes du monde faisant de sa capitale, Addis-Abeba, un hub aérien du continent. La ville est également reconnue dans le monde entier pour l'utilisation de l'énergie électrique. Inauguré en 2016, son métro est l'un des plus confortables et modernes du monde !

Aujourd'hui, l'effet conjugué du ralentissement économique dans les pays du « Nord » et la forte crois-

sance économique dont jouissent de nombreux pays africains attirent de plus en plus les investisseurs privés. Ceux-ci considèrent dorénavant l'Afrique comme une terre de perspectives économiques et passent progressivement d'une logique de donation à une véritable logique d'investissement.

Progressivement, car paradoxalement, les porteurs de projets peinent encore à trouver des fonds. Ainsi, le développement de nombreuses centrales d'énergies renouvelables avance trop lentement, quand bien même la faisabilité et la rentabilité des projets semblent parfaitement assurées.

À l'occasion de leur premier déplacement conjoint en Afrique de l'Ouest, Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement, et Pierre-René Lemas, directeur général de la Caisse des dépôts, ont annoncé la création d'un **véhicule commun d'investissement dans les infrastructures doté de 600 millions d'euros de fonds propres**.

Par effet de levier, cela permettra de réaliser des investissements de l'ordre de 6 mds d'euros dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, des télécoms, de la santé et de l'éducation.

Après le Maroc, le Burkina se lance à son tour

La plus grande centrale solaire d'Afrique est géothermique. Elle se trouve à Noor, au Maroc. Mais le Burkina compte bien reprendre la main en termes d'infrastructures photovoltaïques.

On parle de la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest !

Quelque 130 000 plaques de près de deux mètres de long fixées sur d'imposantes rampes métalliques sont plantées dans la terre rouge de Zagtoui, au sud-ouest de Ouagadougou.

L'Afrique d'aujourd'hui donne le tempo en termes d'innovation

Les experts du numérique savent que le sujet de l'innovation inversée est bien réel. La France, l'Europe et d'autres pays observent l'Afrique avec intérêt.

Ils scrutent le continent pour y découvrir les solutions qui pourraient être dupliquées et redessiner le secteur mondial de l'énergie et des technologies innovantes, faisant ainsi de l'Afrique un exemple d'énergie maîtrisée et responsable pour le reste du monde ■

NOUVEAU DECODEUR HD

LA TELE COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VUE

IMAGE ET SON EN HAUTE DEFINITION

+ DE 20 GRANDES CHAINES EN HD

CABLE HDMI FOURNI

86 00 (COUT D'UN APPEL LOCAL)

CANALPLUSGABON

CANAL+ plus d'infos sur le site PASSEZENHD.TV

CONSO
& SANTE

LA SANTE DANS NOS ASSIETTES :
Les bienfaits du gingembre



Il semble être originaire de l’Inde et de la Chine où il est utilisé depuis plus de 5 000 ans comme condiment et médicament. De nos jours, le gingembre est cultivé dans toutes les régions chaudes du monde. Il existe différentes variétés selon les conditions climatiques, la nature du sol, les méthodes de culture, la composition et la qualité des rhizomes (racines). Le gingembre indien, à saveur citronnée, est destiné à l’exportation de même que le gingembre chinois qui est produit en très grandes quantités pour l’exportation, mais est exclu du marché européen à cause de la toxicité du traitement au dioxyde de soufre dont il fait l’objet. Le gingembre jamaïcain à l’arôme délicat est utilisé frais dans la cuisine (préparation et boissons). Plus corsé, le gingembre africain possède une puissante saveur camphrée qui en fait un produit de choix pour la production d’huile essentielle et d’oléorésine dont les arômes sont utilisés en cuisine, en parfumerie et en médecine. Enfin, le gingembre australien, à saveur sucrée et citronnée, est utilisé dans la confiserie (bonbons).

Le gingembre se multiplie par voie végétative à partir du rhizome. Il peut être cultivé en terre sous forme de buttes ou dans un récipient de 20-25 litres perforé pour permettre le drainage et éviter l’excès d’eau susceptible de faire pourrir le rhizome. Il suffit d’enfouir le rhizome dans une bonne terre directement dans le sol ou dans un récipient rempli de terreau bien riche. Les cultures doivent être placées à l’ombre et protégées contre le vent. La récolte se fait lorsque la tige jaunit. Le gingembre se conserve au frais, au sec et à l’obscurité pendant 2 à 3 mois. Le rhizome

formera de nouvelles tiges et se développera pour une nouvelle production.

L’intérêt du gingembre réside surtout dans ses effets sur la santé et sur le plan nutritionnel, en fonction des quantités utilisées. Condiment très piquant, le gingembre possède en effet une saveur exceptionnelle qui permet de rehausser les mets. Il facilite la digestion, prévient les nausées et les vomissements chez les femmes enceintes ou les personnes sujettes au mal des transports (certaines personnes sont malades dans les transports – en voiture, bateau ou avion). Le gingembre est utilisé pour lutter contre les rhumatismes, le rhume et les maux de tête. Il peut être consommé cru, cuit ou séché sous forme de poudre. Le gingembre possède des vertus aphrodisiaques, mais il ne faut pas en abusé. De petites quantités suffisent, un excès risquerait de produire l’effet inverse, d’irriter le tube digestif et d’augmenter les risques de saignement. En effet, il semble avoir des propriétés anticoagulantes (qui empêchent la coagulation du sang) et hypoglycémiantes (baisse du taux de sucre dans le sang).

COMMENT UTILISER LE GINGEMBRE ?

Ajouter le gingembre en fin de cuisson pour bénéficier au maximum de sa saveur et de ses bienfaits sur la santé. Il peut être utilisé râpé ou haché frais avec du curry en sauté, en soupe ou ragout avec du poisson, de la viande ou de la volaille. On peut aussi l’ajouter dans une vinaigrette composée d’huile, de miel et de sauce de soja. En fin de repas, il sera consommé avec du thé ou seul en infusion, chaud ou glacé. Au Japon, il est mariné et utilisé comme assaisonnement. Le gingembre est utilisé sous forme cristallisée dans les biscuits, gâteaux et autres desserts. Quand il est séché et transformé en poudre, il est utilisé dans la pâtisserie, la confiserie, la cuisine etc.

Dr Nana THIOMBIANO

Source : lepay.s.bf



flyafrijet.online

PROGRAMME DES VOLS DU 29 OCTOBRE 2017 AU 24 MARS 2018

Au départ de Libreville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Brazzaville (via Franceville)	L - M - - - -	10H00	12H30
Franceville	L - M J - - - - - - - V - D	10H00 13H00	11H30 14H30
Pointe-Noire	- M - J - - - - - - - - D	10H15 20H00	12H30 22H15
Port - Gentil	L M M J V S - L - M J - - - - - - - V - - L M M - - - D	07H30 17h00 18h00 20H15	08H05 17h35 18h35 20H50
Sao Tomé	L M M J V S D - - - J - - - - - - - - D	20H30 18H00 15H15	21H05 17H55 15H10

Au départ de Port - Gentil vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	L M M J V S - - M - J - - - L - M J - - - L M M J V S D - - - - V - - L M M - - - D	08H30 16H45 18h15 18H45 19H15 21H15	09H05 17H20 18h50 19H20 19H50 21H50

Au départ de Pointe Noire vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Port-Gentil)	- M - J - - - L - - - - -	14H45 09H15	17H20 11H30

Au départ de Brazzaville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville (via Franceville)	L - M - - - -	13H45	16H15

Au départ de Franceville vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - L - M - - - - - - - - V - D	12H15 14H45 15H15	13H45 16H15 16H45

Au départ de Sao Tomé vers...	Jour	Départ	Arrivée
Libreville	- - - J - - - - - - - - D	18H40 15H55	20H35 17H50

Avec connections possibles entre Port-Gentil, Franceville, Brazzaville, Pointe Noire et Sao Tomé

Réservation en ligne : Flyafrijet.online ou en agence de voyage
Hotline LBV : (+241) 07 56 03 03 ou (+241) 02 01 17 17
Hotline POG : (+241) 02 03 32 01
Hotline FCV : (+241) 02 00 90 01, Hotline Moanda : (+241) 02 29 93 93

AGENDA N° 63

ABIDJAN, AFRICA CEO FORUM

LA 6^e ÉDITION DU AFRICA CEO FORUM SE TIENDRA LES 26 ET 27 MARS 2018 À ABIDJAN, EN CÔTE D'IVOIRE. AFRICA CEO FORUM, qui se tient en alternance entre l'Afrique et son siège international basé à Genève, mobilise chaque année près de 1 200 chefs d'entreprises, investisseurs, décideurs politiques et journalistes venus de plus de 70 pays, dont une quarantaine d'Africains, pour mettre en lumière le capitalisme africain et faire avancer les questions essentielles pour l'avenir du continent et de ses entreprises.

MIPIM, 13-16 MARS 2018 – PALAIS DES FESTIVALS, 1 BOULEVARD DE LA CROISSETTE, 06400 CANNES, FRANCE.

Le plus grand marché international des professionnels de l'immobilier réunit les acteurs les plus influents de tous les secteurs de l'immobilier (bureaux, résidentiel, commerces, santé, sport, logistique, industriel, etc.) pour quatre jours de conférences et de networking, offrant un accès inégalé aux plus grands projets de développement immobilier et aux sources de capitaux à l'international.

GOÛT DE FRANCE / GOOD FRANCE 2018 – 4^e ÉDITION – 21 MARS 2018

Goût de France / Good France mobilise pour sa 4^e édition les ambassades de France à l'étranger et les chefs de plus de 3000 restaurants du monde entier. Tous proposeront le même jour, mercredi 21 mars 2018, des menus «à la française» du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco qui font de nos territoires des destinations uniques proposant des expériences gastronomiques diversifiées et sans cesse renouvelées.

INSTITUT FRANÇAIS DU GABON – 21 MARS / 11 AVR. – LIBREVILLE

EXPOSITION : TRANSGABONAIS

Présente depuis 70 ans au Gabon, l'Agence Française de Développement a voulu illustrer sa coopération avec le Gabon à travers une exposition photographique. Au fil du Transgabonais, dont l'AFD finance la réhabilitation, le photographe Sonier Issembé a parcouru 700 kilomètres de Libreville à Leconi afin de mettre en lumière la diversité des interventions de l'Agence, ainsi que la multiplicité des contextes rencontrés au sein du pays.

BICP

LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER AU GABON



Demandez
une expertise
gratuite
01 73 18 80

BIENS DU MOIS A LOUER

NAT.	CARACT.	SURF.	PRIX Fcf	LOCALISATION	PIEC.	PARK./ DOC.
Bureaux	Vue sur mer, open space	250 m ²	2 500 000	Bord de mer, Immeuble BICP	6	4
Bureau vitré	Cadre agréable	65 m ²	1 000 000	Bord de mer, Immeuble BICP	1	2
Bureaux	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m ² et +	300 000 à 3 500 000	Centre-ville, Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2
Studio	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	70 m ²	1 200 000	Tropicana, batterie 4	2	2
Appart.	Vue sur mer	75 m ²	1 500 000	Immeuble BICP, Résidence Equateur	2	2
Appart.	Vue sur mer	210 m ²	2 400 000 à 3 600 000	Résidence Equateur	3 à 4	2
Appart.	Vue sur mer, plusieurs terrasses, piscine et salle de sport	160 m ² et +	800 000 à 3 500 000	Tropicana, batterie 4, Louis, Bord de mer, Haut de Gué Gué	4	2
Appart.	Haut standing avec piscine	160 m ² et +	800 000	Angondje	4	2

BIENS DU MOIS A VENDRE

Appart.	2e étage	154 m ²	90 M	Avenue de Cointet	4	TF
Appart.	3e étage	145 m ²	130 M	Centraffair Rénovation	4	TF
Villa jumelée en duplex	Cadre résidentiel, 1er main	250 m ²	55 M	Angondje	4	TF
Villa	Atelier + Magasin + bureaux + (Matériel)	1320 m ²	290 M	IAI/Mindoube	9	TF
Villa	Haut standing	923 m ²	400 M	Damas	11	Décret définitif
Villa	Haut standing avec piscine	≈ 700 m ²	350 M	Batterie 4	5	TF
3 R+ 1	14 appartements en finition	1700m ²	370 M	Alibendeng	4	Décret définitif
2 villas jumelées en duplex	En finition, maté- riel disponible	500 m ²	115 M	Angondje Château	10	TF
Terrain	Clôturé	1000 m ²	200 M	Sablière, Batterie 4		TF
Terrain	Bordure de route principale	500m ² à 1000m ²	35 M	Angondje, carrefour Gigi, Amissa, Owendo		Décret Définitif

NOS PRODUITS À DISPOSITION



Résidence Equateur,
appartements et studios
meublés en location à Louis



Appartement à louer à Angondje



R+2 à vendre à Angondje



Terrain clôturé à vendre à Angondje



Villa contemporaine à vendre meublée à IAI/
Mindoube, avec Bâtiment magasins & bureaux



Appartement grand luxe meublé à louer à Louis



Bureaux en open space à louer à l'immeuble BICP



Villa haut standing à vendre à DAMAS



Appartement à vendre à l'Avenue de Cointet

Immeuble BICP, bord de mer - 1474, Av. G. Pompidou / BP 4562 Libreville - Gabon
Fixe : (+241) 01 73 18 80 / Portable : (+241) 05 31 70 00 / 07 72 42 43
Email.: pchandezon@gmail.com - servicecommercial@bicpgab.com / Site internet : www.bicpgab.com
Burkina Faso : Zone Zaca 10 BP 13589 - Ouagadougou - Tél : +226 25 30 00 14 / 77 68 64 64



30 ANS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DU GABON

1^{er} PARTENARIAT PUBLIC PRIVE EN AFRIQUE

ADL a permis le financement sur fonds propres de l'ensemble des investissements sur la plateforme.

PARTENAIRES LOCAUX ET INTERNATIONAUX

Un équilibre entre des partenaires locaux et internationaux associés dans un Conseil d'Administration attentif à une saine gestion des actifs et au développement de l'aéroport.

UN CONTRIBUTEUR A L'ECONOMIE DU GABON

Impôts

30 Mds FCFA acquittés (+1 Md/an)

Dividendes

2,5 Mds FCFA versés à l'Etat Gabonais



26,5%



34,5%



9%



7,5%



7%



6%



UN EMPLOYEUR LOCAL RESPONSABLE

UNE ENTREPRISE QUI MISE SUR L'HUMAIN

- Plus de 1000 emplois générés sur la plateforme dont 160 salariés ADL
- Stabilité des emplois
- Montée en compétences des équipes par des formations sur-mesure
- Politique salariale & sociale volontariste



UNE ENTREPRISE CITOYENNE PARFAITEMENT INTEGREE

Au cours des 30 dernières années, ADL a accompagné et soutenu plusieurs initiatives dans le cadre de sa responsabilité citoyenne :

- Soutien au PROJET AGROPASTORAL d'Alibandeng
- Partenariat : INSTITUT FRANCAIS, UNESCO
- Partie prenante dans l'organisation des CAN 2012 et 2016
- Sponsorisation d'une équipe de foot Corporate (ADL FC) depuis 16 ans

AÉROPORT DE LIBREVILLE S.A.

BP 363 / Tél. : (+241) 01 73 62 44 - (+241) 01 73 62 46 - (+241) 01 73 62 47

Fax : +241 01 73 61 28 / Site : www.libreville-aeroport.com

